

Université de Montréal

Démocratie et intégrisme islamique au Moyen-Orient :
impacts sur la sécurité internationale

par
Roger Chahine

11601361

Département de science politique
Faculté des études supérieures

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de Maître ès sciences (M.Sc.)
en études internationales

Août, 2004

©, Roger Chahine, 2004



JA

39

U54

2005

V.008

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Démocratie et intégrisme islamique au Moyen-Orient :
impacts sur la sécurité internationale

présenté par :

Roger Chahine

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

président-rapporteur
Dominique Caouette

directeur de recherche
Marie-Joëlle Zahar

codirecteur
Charles Blattberg

membre du jury
Graciela Ducatenzeiler

Sommaire

Cette recherche porte sur les liens entre la démocratie et l'intégrisme islamique au Moyen-Orient et leurs impacts sur la sécurité internationale. En explorant ces liens, nous essayons de vérifier l'existence d'une relation entre la variation de la nature du régime politique et les stratégies des groupes intégristes. La raison principale qui nous pousse à vérifier l'existence de cette relation est l'impact des actes terroristes sur la sécurité internationale, surtout ceux du 11 septembre 2001, et l'effort déployé pour éliminer cette menace sous la forme d'une « guerre contre le terrorisme » et de la « promotion de la démocratie ».

Nos prémisses de départ stipulent que la présence de régimes autoritaires alliés à l'Occident, ainsi que les conditions socio-économiques régionales constituent des sources majeures de la radicalisation de la pensée islamiste et de ses actes violents visant les régimes en place et les États occidentaux qui les soutiennent. Ainsi, nous pensons qu'une démocratisation des régimes politiques moyen-orientaux constituera un moyen de résolution non-violente du conflit et diminuera la menace à la sécurité internationale.

Pour vérifier la validité de cette hypothèse, nous nous penchons sur le cas de l'Égypte qui a déjà une certaine expérience démocratique et qui a été aux prises avec des groupes intégristes. En étudiant le processus démocratique dans ce pays et en évaluant les réponses des intégristes à ce processus, nous pouvons mieux comprendre les liens entre la démocratie et l'intégrisme islamique et leurs impacts sur la sécurité internationale.

Mots clés : Intégrisme islamique; Démocratie; Sécurité internationale; Moyen-Orient; Égypte.

Abstract

This research addresses the ties between democracy and Islamic fundamentalism in the Middle East and their impacts on international security. By exploring these ties we try to verify the existence of a relation between the variation of the nature of political regimes and the strategies of fundamentalist groups. The main reason that incites us to verify the existence of this relation is the impact of terrorist attacks on international security, especially those of September 11 2001, and the effort to eliminate this menace by means of a “war on terrorism” and “democracy promotion”.

Our starting premises stipulate that the presence of authoritarian regimes tied to the West added to the regional socio-economic conditions constitute major sources of radicalization of Islamic thought and violent acts against the local regimes and the western states that support them. Thus, we think that a democratization of political regimes in the Middle East will provide a non-violent way of conflict resolution and will decrease the menace to the international security.

To verify the validity of this hypothesis, we studied the Egyptian case which has already some democratic experience and which was the terrain of confrontation with fundamentalist groups. By studying the democratic process in this country and by evaluating the responses of fundamentalists to this process, we will have a better understanding of the ties between democracy and Islamic fundamentalism and their impacts on international security.

Keywords: Islamic fundamentalism; Democracy; International security; Middle East; Egypt.

Table des matières

Sommaire	i
Abstract	ii
Table des matières	iii
Remerciements	v
Introduction	1
Question de recherche	1
Pertinence du sujet et état de la question	6
Résultats prévus	15
Méthodologie, sources et cas choisi	17
Cheminement de la recherche	22
Chapitre I	23
Cadre théorique : démocratie et intégrisme islamique	23
I.1 – Démocratie	24
I.1.1 – Historique et principales définitions de la démocratie	24
I.1.1.A – Historique	24
I.1.1.B – Principales définitions	26
I.1.2 – Choix et justification de la définition	33
I.1.3 – Indicateurs de la démocratie	35
I.1.3.A – Les élections	35
I.1.3.B – Le multipartisme	36
I.1.3.C – La responsabilité de l'exécutif envers les élus	38
I.2 – Intégrisme islamique	41
I.2.1 – Historique, modèles et définitions de l'intégrisme islamique	41
I.2.1.A – Le traditionalisme	43
I.2.1.B – Le réformisme	45
a) Le réformisme moderne	45
b) Le réformisme laïc	48
c) Le réformisme contemporain	49
I.2.2 – Indicateurs de l'intégrisme islamique	50
I.2.2.A – Le discours	50
I.2.2.B – Les actes	51

Chapitre II	53
Étude de cas : l'Égypte	53
II.1 – Le cas égyptien : justification	54
II.2 – Aperçu historique	56
II.3 – La présidence de Sadate	66
II.4 – La présidence de Moubarak	74
 Chapitre III	 82
Conclusion	82
III.1 – Récapitulation de la recherche	82
III.2 – Recommandations pour des politiques ultérieures	86
 Bibliographie	 88

Remerciements

Ce mémoire est le résultat de plusieurs mois de réflexion et de recherche et l'aboutissement d'un long cheminement universitaire. Durant ces deux processus, j'ai eu la chance d'être accompagné et guidé par plusieurs personnes. Chacune d'entre elles a contribué à sa façon, à la réalisation de cette recherche.

De prime abord, j'aimerais remercier Salah Basalamah qui m'a fait profiter de son expertise de l'Islam et qui m'a fait découvrir la pensée de Tariq Ramadan. Les commentaires et les critiques instructifs de Monsieur Basalamah ont grandement amélioré ma compréhension de l'islamisme et ont permis une plus grande rigueur et précision de ma pensée.

J'aimerais remercier aussi Alexis Nuselovici (Nouss). En tant que professeur et en tant que directeur du programme de deuxième cycle en études internationales, Monsieur Nouss a été une source d'inspiration et un modèle. Avec sa compréhension et sa flexibilité, il m'a grandement facilité la tâche.

Mes remerciements vont aussi à mon codirecteur, Charles Blattberg. Par ses conseils, son ouverture d'esprit et ses encouragements, Monsieur Blattberg m'a permis de repousser mes limites et d'élargir mes horizons.

Finalement, je ne remercierai jamais assez ma directrice Marie-Joëlle Zahar. Madame Zahar a fait preuve d'un zèle et d'une patience sans bornes. Ses critiques, ses conseils et ses indications m'ont permis de trouver mon chemin dans les dédales de la recherche scientifique. Sans son aide, ce mémoire ne serait pas.

En terminant, je voudrais présenter mes plus sincères excuses à mes deux codirecteurs pour avoir signé quelques rides de plus sur leurs fronts. Si cela peut leur servir d'une quelconque consolation, tel a été mon sort aussi.

Roger Chahine

Montréal, août 2004

Introduction

Question de recherche

Les spécialistes du Moyen-Orient et des questions de démocratie s'accordent pour dire que la majorité des systèmes politiques de la région, malgré certaines ouvertures, ne sont pas démocratiques.¹ En effet, nous ne pouvons compter que trois États démocratiques – du moins selon les normes usuelles du modèle de démocratie libérale occidentale – au Moyen-Orient : Israël, la Turquie et le Liban.² Cette

¹ R. Brynen, B. Korany et P. Noble notent, à la page 5 de l'introduction du premier volume de leur ouvrage, *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, que "Initially scholars of comparative politics devoted relatively little attention to, or hope for, processes of democratization in the Arab world". C'est ainsi que, G. O'Donnell, P. C. Schmitter et L. Whitehead, dans leur ouvrage *Transitions from Authoritarian Rule: Prospects for Democracy*, n'ont pas mentionné un seul pays arabe dans leur étude comparative de 710 pages sur les transitions des régimes autoritaires. De plus, L. Diamond, J. J. Linz et S. M. Lipset, dans leur ouvrage, *Democracy in Developing countries, Volume Two: Africa*, ont explicitement exclu la majorité des pays du Moyen-Orient de leur étude sur la démocratie dans les pays en voie de développement en mentionnant que "the Islamic countries of the Middle East and north Africa generally lack much previous democratic experience, and most appear to have little prospect of transition to even semi-democracy". Finalement, dans son article, "Will More Countries Become Democratic?", S. P. Huntington va dans le même sens en affirmant que "among Islamic countries, particularly those in the Middle East, the prospects for democratic development seem low". Par ailleurs, R. Brynen, B. Korany et P. Noble ajoutent, un peu plus tard, que "Western specialists on the Middle East were equally likely to overlook the subject, due in part to the lack of sustained democratic practice in the Arab world, in part to the presence of other political preoccupations (notably the Arab-Israeli conflict), and in part due to the general analytical weakness of Middle East studies". Sur ce dernier point, il est utile de consulter l'ouvrage de M. Kramer, *Ivory Towers on Sand: The failure of Middle Eastern Studies in America*. Sans être nécessairement d'accord avec cet auteur, nous ne pouvons que souligner la « polémique » qui règne actuellement dans le champs des études moyen-orientales concernant le financement de ce champs, et la « véracité » des résultats avancés par certains chercheurs jusque-là.

² Concernant ce sujet, il serait très important de noter ici que même ces trois États, sont critiqués sur certaines caractéristiques de leurs démocraties respectives. Ainsi, la démocratie israélienne est, parfois, montrée du doigt puisque la population arabe n'est pas bien représentée à la Knesset (Actuellement, tout près de 7% des représentants sont des Arabes pour près de 38% de la population d'Israël. Ces chiffres sont tirés du site officiel du gouvernement israélien à l'adresse suivante : <http://www.mfa.gov.il/mfa/home.asp>). La démocratie turque est, elle aussi, l'objet de critiques. Dans ce cas, il s'agit de l'intervention de l'armée turque chaque fois qu'il y a une possible montée en puissance des islamistes. Quant à la démocratie « consociationnelle » du Liban, en plus d'avoir été paralysée durant la guerre civile (1975-1990), le pays était resté sous occupation israélienne (jusqu'en mai 2000). Par ailleurs, et même si la souveraineté ne définit pas le régime politique et que la présence syrienne au Liban est légale – puisque régie par l'accord de Ta'if – certains critiques voient en cette présence un obstacle à l'exercice des libertés fondamentales du citoyen. Finalement, nous ne pouvons que s'arrêter sur le cas de l'Iran. Le régime politique de la République Islamique d'Iran fonctionne selon une constitution écrite et par l'élection d'une assemblée législative. Ceci fait en sorte que ce régime respecte certaines caractéristiques de la démocratie (consultation, alternance et responsabilité

absence de démocratie, dont les causes sont diverses, entraîne un manque évident au niveau des libertés en général, et de la liberté politique en particulier.³ Plusieurs groupes et membres des sociétés de ces États se trouvent donc privés de la possibilité de s'exprimer librement et de faire valoir leurs droits en utilisant les voies politiques. Naturellement, ce sont les groupes contestataires, opposés aux régimes en place, qui souffrent le plus. Cette situation politique, conjuguée aux défis économiques, sociaux et sécuritaires, fait du Moyen-Orient un terrain fertile pour l'intégrisme islamique.⁴

du gouvernement), il n'en demeure pas moins qu'il y a, là aussi, un manque évident de liberté, élément essentiel au fondement et au bon fonctionnement de la démocratie.

³ Dans son article, « Sur la causalité d'un manque : pourquoi le monde arabe n'est-il donc pas démocratique? », G. Salamé énumère plusieurs causes pouvant être à la base du manque de démocratie au monde arabe : la culture, la religion, l'économie et l'influence extérieure. Cependant, aucune de ces causes ne peut constituer à elle seule une justification valable, vu les différences des contextes et des expériences des pays arabes. Sur un autre registre, il nous est important de signaler que nous définissons le Moyen-Orient comme étant l'ensemble des pays arabes en plus de l'Iran, d'Israël et de la Turquie.

⁴ Dans son article, "Between Islam and the System", l'auteur J. P. Harik nous apprend que plusieurs spécialistes de l'Islam tracent un portrait type des membres des groupes intégristes. Il s'agit de personnes généralement reconnues pour leur opposition aux systèmes de gouvernements séculiers (considérés comme pro-occidentaux) et aux systèmes de gouvernements musulmans mais ne représentant pas, selon eux, le vrai Islam, pour leur religiosité poussée et pour leur appartenance à la classe la plus défavorisée économiquement de leur pays (pp. 41-42). Cependant, plus loin dans son article, l'auteur amène des nuances en ce qui concerne les membres du groupe intégriste libanais le « Hezbollah ». Ces nuances sont dues au fait que la société libanaise est une société relativement plus pluraliste que celles des pays moyen-orientaux. Dans le même sens, l'auteur A. R. Norton, dans son article, "Hizballah and the Israeli Withdrawal from Southern Lebanon", pense que l'engagement dans un groupe islamiste rejoint plus la conviction que la situation socio-économique (pp. 26-27). Tout comme ces deux auteurs, nous ne croyons pas que tous les militants islamistes sont nécessairement issus des couches défavorisées de la société. Cependant, nous pensons que des conditions socio-économiques défavorables, ajoutés à un degré de désespoir de la situation politique régnant dans leurs pays, peuvent pousser certains individus à embrasser la voie de la lutte violente. Par ailleurs, dans son article, "Islamism, Revolution, and Civil Society", l'auteur S. Berman fait état du déclin de l'État dans le monde arabe (l'auteur prend comme exemple l'Égypte) causé, entre autres, par les revers militaires (face à Israël notamment), les crises économiques (échec du socialisme adopté par pratiquement tous les pays arabes qui dépendent maintenant de l'aide extérieure ou d'une seule ressource naturelle comme le pétrole), l'écroulement des idéaux (le nationalisme et le panarabisme), et la croissance de la population (entre 1980 et 1995, le Moyen-Orient avait la plus grosse croissance au monde : deux fois celle de l'Asie de l'Est et plus forte que celle de l'Afrique sub-saharienne). Ne pouvant plus répondre aux besoins primordiaux de sa population, et cristallisant ses déceptions, l'État a vu les islamistes remplir le vide qu'il laissait au fur et à mesure que le besoin se faisait sentir. En s'installant dans les réseaux de la société civile, les islamistes se sont assurés d'une grande popularité, tout en évitant la persécution des gouvernements qui ne pouvaient rivaliser avec les services offerts par eux (pp. 259-262).

À l'origine de cet intégrisme islamique, se trouvent, la plupart du temps, des mouvements réformateurs ou conservateurs de l'Islam qui cherchent à régler les problèmes de la société en lui appliquant la pensée religieuse islamique. En voulant protéger, à tout prix, leurs acquis et leur pouvoir, les gouvernements en place isolent et persécutent ces mouvements.⁵ Vu l'impossibilité de communiquer par les voies politiques normales, celles-ci étant généralement non disponibles, ces derniers ont recours à la force pour se faire entendre. Plus la répression des gouvernements est forte et plus la radicalisation et la violence des mouvements islamistes sont intenses.⁶

En plus des gouvernements en place, l'intégrisme prend, entre autres, pour cible, l'influence étrangère représentée notamment par « l'hégémonie » occidentale, son modèle de vie et ses alliés régionaux. Pour expliquer ce phénomène, deux visions sont avancées par les spécialistes de l'Islam. La première est représentée par le courant de pensée de S. P. Huntington qui voit le monde en terme de choc entre les civilisations, spécialement entre l'Occident et l'Islam.⁷ Cette vision nous présente l'Islam comme une idéologie monolithique intrinsèquement agressive. La deuxième, plus nuancée, admet la présence de certains éléments radicaux au sein des

⁵ Tel a été le cas, par exemple, de l'organisation des *Al-ikhwan Al-Muslimun* et de leur fondateur Hassan al-Banna sous le règne de Jamal 'Abd an-Nasser (Nasser) en Égypte. Les membres de cette organisation furent persécutés et son fondateur assassiné. À cet effet, il serait utile de voir : T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, pp. 26-27 et J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, pp. 69-70.

⁶ C'est de cette manière que J. L. Esposito et T. Ramadan expliquent la radicalisation des mouvements réformateurs comme *Al-ikhwan Al-Muslimun* ainsi que la cassure et la transformation de la pensée de Hassan al-Banna sous la plume de Sayyid Qutb. Il est utile de consulter : J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, pp. 126-130 et T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, pp. 416-421.

⁷ Sur ce thème, il serait utile de consulter les articles de : S. P. Huntington, "The Clash of Civilizations?"; D. Pipes, "Fundamentalist Muslims" et "The Muslims Are Coming! The Muslims Are Coming!"; J. Miller "The Challenge of Radical Islam" et, à un degré moindre, celui de B. Lewis, "The Roots of Muslim Rage", et celui de F. Zakaria, "The Politics of Rage: Why Do They Hate Us?".

mouvements islamistes, sans faire l'amalgame entre intégristes et Islam.⁸ Il s'agirait donc de comprendre les raisons qui poussent les islamistes à se radicaliser et, ensuite, à viser l'Occident à travers leurs actes violents.

À cet égard, et sans que nous soyons complètement d'accord avec eux, les raisonnements de B. Lewis et de F. Zakaria nous paraissent résumer la majorité des arguments présentés par les deux visions sur la question.⁹ C'est ainsi que B. Lewis affirme l'existence d'une tendance, même si elle n'est pas totale, au sein de l'Islam actuel, pour désigner l'Ouest, en général, et les États-Unis, en particulier, comme ennemi principal. Les causes de cette haine sont multiples selon l'auteur. Il y aurait le support des États-Unis à Israël, l'appui aux régimes dictatoriaux en place, le rejet de ce qui est appelé au Moyen-Orient l'impérialisme américain tout comme le refus de la civilisation américaine. Ceci est dû, selon B. Lewis, au sentiment d'humiliation régnant chez les musulmans qui regrettent leur passé glorieux. Cette humiliation les pousse à dénigrer et à rejeter tout ce qui est occidental – notamment le système de gouvernement, qui a déjà été essayé mais qui n'a pas fonctionné – en plus de constituer une justification du recours à la violence. Quant à F. Zakaria, ses arguments rejoignent ceux de l'auteur S. Berman.¹⁰ L'auteur mentionne plusieurs sources d'humiliation pour le Moyen-Orient: le cauchemar d'une modernisation ratée, les gouverneurs dictatoriaux, l'échec des idées (nationalisme, socialisme, sécularité), l'incapacité du Moyen-Orient, faute de moyens, à entrer dans l'ère de la

⁸ Concernant ce sujet, il serait pertinent de voir les ouvrages de : J. L. Esposito, *Islam and Politics*, et *The Islamic Threat*; T. Ramadan, *Aux sources du renouveau Musulman*; ainsi que les articles de L. T. Hadar, "What Green Peril?", et de Z. Karabell, "The Wrong Threat".

⁹ L'argumentation qui suit est tiré des deux articles suivants : B. Lewis, "The Roots of Muslim Rage" et F. Zakaria, "The Politics of Rage: Why Do They Hate Us?"

¹⁰ Il serait utile de consulter la note 4 et l'article de S. Berman, "Islamism, Revolution, and Civil Society".

mondialisation, etc. F. Zakaria pense donc que les idées des fondamentalistes (intégristes islamiques) font sentir aux gens qu'ils participent à quelque chose de plus grand en faisant appel à leur sentiment d'appartenance religieux qui représentera leur seule voie de sortie.¹¹

Si l'argumentation de ces deux auteurs illustre les deux visions mentionnées ci-dessus, prenant en compte le contexte de la radicalisation des mouvements islamistes, nous pouvons néanmoins constater l'ambiance de répression exercée par le pouvoir en place.¹² Or, sachant que l'Occident, en général, et les États-Unis, en particulier, ont soutenu pratiquement tous les régimes autoritaires du Moyen-Orient, nous avons, peut-être, le début d'une explication des actes terroristes visant l'Occident et perpétrés par l'intégrisme islamique.¹³

Ainsi, en dirigeant leurs actions terroristes contre ceux qu'ils jugent coupables, l'Occident et les États-Unis notamment, les intégristes mettent en péril la sécurité mondiale. Ce qui précède nous pousse à vérifier l'existence d'une relation entre la variation de la nature du régime politique et le degré de violence émanant des mouvements intégristes islamiques. Nous sommes donc amenés à nous poser la question qui informe notre recherche :

« L'établissement de la démocratie au Moyen-Orient amènera-t-il une solution à l'intégrisme islamique et renforcera-t-il, par conséquent, la sécurité internationale? ».

¹¹ Nous nous attarderons sur les différents termes et appellations utilisés pour rendre compte de l'Islam politique, un peu plus tard dans le présent document.

¹² Voir les notes 5 et 6.

¹³ Dans son ouvrage, *The Islamic Threat*, J. L. Esposito nous donne l'exemple de l'appui que les États-Unis ont fourni à l'Arabie-Saoudite du Roi Fahd, au Pakistan du Général Zia ul-Haq et au Shah d'Iran. Il va sans dire que les trois dirigeants gouvernaient autoritairement, pp. 8-16. De nos jours, nous pouvons prendre l'exemple de l'appui au Président égyptien Hosni Moubarak.

Pertinence du sujet et état de la question

Plusieurs auteurs pensent que l'Islam politique ne pourrait, en aucun cas, constituer une alternative valable aux régimes politiques actuels, ni même une entité viable au sein de futures démocraties.¹⁴ Cependant, la réalité est plus complexe que cela. Ainsi, plusieurs autres auteurs pensent l'inverse. Ces derniers croient en la possibilité d'intégration de l'Islam politique dans le cadre d'un régime démocratique. Même les islamistes les plus radicaux pourraient, éventuellement, prétendre à un statut d'opposition loyale si les causes derrière leur radicalisation sont prises au sérieux par le pouvoir en place, et indirectement, par l'hégémonie occidentale.¹⁵

Ceci nous pousse à aborder le sujet « délicat » de la démocratie au Moyen-Orient. En effet, la viabilité de la démocratie au Moyen-Orient constitue un sujet de débat assez animé entre les spécialistes de la région.¹⁶ La quasi absence de cette démocratie, et la timidité des mesures d'ouverture politique dans la majorité des États moyen-orientaux ne font qu'enflammer ce débat. Comment pouvons-nous comprendre ces faits et pourquoi y a-t-il polémique concernant ce sujet? Certains auteurs affirment que la culture politique arabe et l'Islam, religion dominante dans

¹⁴ En effet, dans son ouvrage, *The Islamic Threat*, J. L. Esposito nous apprend que les organisations islamiques modernes sont perçues comme "...a destabilizing force – demagogues who will employ any tactic to gain power", p. 119.

¹⁵ À cet effet, il serait utile de consulter l'ouvrage de J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, aux pages 119-120; celui de T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, aux pages 430-438; ainsi que l'article de M. Ahmad et I. W. Zartman, "Political Islam: Can It Become A Loyal Opposition?", aux pages 68-74 et l'article de J. Schwedler, "A Paradox of Democracy? Islamist Participation in Elections", aux pages 25-27.

¹⁶ Pour mieux saisir cette situation, il serait utile de consulter, entre autres, le débat entre quatre spécialistes de la question : J. L. Esposito, G. Fuller, M. Kramer, et D. Pipes "Is Islamism a threat? A debate", en plus de l'article de Y. Sadowski "The New Orientalism and the Democracy Debate" et de celui de A. Flores "Secularism, Integralism and Political Islam: The Egyptian Debate". Par ailleurs, l'ouvrage de M. Kramer, *Ivory Towers on Sand: The failure of Middle Eastern Studies in America*, nous offre un bon aperçu de la polémique. Ainsi, dans son troisième chapitre, notamment, l'auteur nous paraît très critique à l'endroit de ses collègues, spécialement envers J. L. Esposito.

cette partie du monde, sont incompatibles avec l'essence même de la démocratie.¹⁷

D'autres pensent l'inverse en assurant que la culture politique est un concept dynamique qui s'adapte au contexte et au milieu dans lequel elle évolue, et que la religion musulmane n'est pas plus réfractaire qu'une autre à la démocratie.¹⁸ En ce sens, l'Islam pourrait contenir en son sein des composantes et des valeurs favorisant une certaine forme de libéralisme politique et l'émergence d'une société civile apte à soutenir le développement de la démocratie.¹⁹ Cependant, le fait demeure que peu

¹⁷ À cet effet, il serait pertinent de consulter, entre autres, D. Pipes, *In the Path of God: Islam and Political Power* (pp. 144-147) et "Dealing with Middle Eastern Conspiracy Theories"; A. Perlmutter, "Islam and Democracy Simply Aren't Compatible"; E. Keddourie, *Democracy and Arab Political Culture* (pp. 5-8); D. Pryce-Jones, *The Closed Circle: An Interpretation of the Arabs*; et à un niveau moindre et malgré quelques nuances, B. Lewis, "Islam and Liberal Democracy" et "What Went Wrong?". La plupart de ces auteurs parlent du fait que la souveraineté en Islam émane d'une origine divine et non du peuple. En ce sens, la loi (*Sharia*), au même titre que le Coran, ne peut être sujette à aucun changement, débat ou participation de la part du public. Par ailleurs, les traditions politiques islamiques (sunnite, chiite, etc.), de même que celle arabes et moyen-orientales, en sont des traditions de soumission à Dieu, au Prophète ou au Calife. C'est donc un rapport de pouvoir personnel qui n'a pas permis, à travers le temps, l'émergence de corps corporatifs essentiels à la mise en place et au maintien d'une société civile. De plus, vouloir protester ou mettre en doute l'ordre politique établi serait considéré comme un encouragement au désordre et à l'anarchie. Une autre composante expliquant l'absence de la société civile est le fait que la bourgeoisie qui existait dans le monde arabe, était surtout formée par une classe de commerçants étrangers et non musulmans. Cette bourgeoisie n'avait donc aucun intérêt à jouer le rôle tenu par la bourgeoisie en France, par exemple, lors de la Révolution Française. Un dernier point concernant les caractéristiques de la société civile, est celui de la propriété privée qui, même si elle est affirmée par l'Islam, a toujours été empreinte de la peur d'être saisie par l'État, dans l'Histoire du Moyen-Orient. Finalement, il est mentionné par certains auteurs que, vu le sort réservé aux femmes et aux groupes religieux minoritaires, l'Islam manque dans son essence de liberté et d'égalité, deux ingrédients fondamentaux à la démocratie. Cependant, ce point est contredit par B. Lewis qui constate l'acceptation du pluralisme dans les sociétés musulmanes traditionnelles.

¹⁸ Concernant ce sujet, il serait utile de consulter les articles de M. C. Hudson et de L. Anderson dans le premier volume de R. Brynen, B. Korany et P. Noble, *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*. M. C. Hudson croit en la nécessité de comprendre la culture politique pour comprendre la politique tout court. Quant à L. Anderson, elle pense qu'il faut être très attentif en utilisant un concept comme celui de la culture politique puisque ceci peut mener à des distorsions dans la compréhension du sujet en question. Pour elle, il serait préférable de s'attarder à d'autres concepts comme l'économie et le système politique.

¹⁹ Plusieurs auteurs vont en ce sens, dont J. L. Esposito, *The Islamic Threat: Myth or Reality?* (pp. 184-189); J. L. Esposito et J. P. Piscatori "Democratization and Islam"; L. Binder, *Islamic Liberalism: A Critique of Development Ideologies*; G. Krämer, "Islamist Notions of Democracy" et "Islam and Pluralism"; A. AbuKhalil, "A Viable Partnership: Islam, Democracy and the Arab World"; M. Muslih et A. R. Norton, "The Need for Arab Democracy"; M. C. Hudson "After the Gulf War: Prospects for Democratization in the Arab World"; F. A. Gerges, "Islamic Seeds of Democracy", et à un moindre degré, A. N. Mayer, *Islam and Human Rights: Tradition and Politics*; B. Lewis, "Islam and Liberal Democracy"; J. Waterbury, "Democracy without Democrats? The Potential for Political Liberalization

d'États moyen-orientaux islamiques sont réellement démocratiques, même si l'on a assisté, à plusieurs endroits et à différents moments, à une certaine libéralisation politique et/ou une démocratisation.²⁰ Pour comprendre de quoi il s'agit, il nous faut expliquer ces deux concepts. Le premier processus, celui de la libéralisation politique, consiste en l'expansion de l'espace public à travers la reconnaissance et la protection des libertés civiles et politiques particulièrement celles se rapportant à la capacité des citoyens de s'exprimer et de s'organiser librement dans la poursuite d'intérêts communs. Tandis que le second, celui de la démocratisation, signifie l'expansion de la participation politique de manière à assurer aux citoyens un degré de contrôle collectif significatif et réel sur la politique publique. Plusieurs de ces expériences d'ouverture politique ont été arrêtées, ou même inversées, en cours de route, par les régimes en place, sous prétexte de conjoncture d'événements au niveau national, régional et/ou international.²¹

in the Arab World". La plupart de ces auteurs pensent qu'il est possible d'identifier des tendances pluralistes dans la pensée islamique. Il s'agirait, entre autres, du principe de l'élection, de la notion de contrat avec le leader au pouvoir, du fait que le gouverneur est sujet à la loi autant que la peuple, de l'acceptation de la notion de consultation (*Shura*) pour la bonne gouvernance et du pluralisme en tant qu'élément réel pour l'organisation de la société. Cependant, certains de ces auteurs nuancent leur propos en suggérant qu'il y aussi des tendances anti-pluralistes en Islam. Celles-ci sont dues aux interprétations et aux compréhensions multiples et variées des textes d'origine, ainsi qu'aux différents contextes des pays musulmans.

²⁰ Il serait utile de consulter: R. Brynen, B. Korany et P. Noble, *Political Liberalization and Democratization in the Arab World, Volume One*, p. 3; ainsi que G. O'Donnell et P. C. Schmitter, *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, pp. 7-11.

²¹ Pour une revue rapide des avancements et des revers de la démocratisation dans le monde arabe, il est utile de consulter l'article de S. E. Ibrahim, "Liberalization and Democratization in the Arab World: An Overview", à partir de la page 41. Dans cet article, Ibrahim nous cite plusieurs événements qui ont mené à l'ouverture ou à la fermeture du processus démocratique dans plusieurs pays comme les problèmes économiques ou la crise du Golfe. Un autre auteur, J. Schwedler, traite, dans son article "Don't Blink. Jordan's Democratic Opening and Closing", des conséquences des événements du 11 septembre 2001 sur le processus démocratique en Jordanie.

Par ailleurs, les mouvements intégristes islamiques se trouvent répartis dans presque tous les pays du Moyen-Orient.²² Autant les mouvements contestataires violents que les mouvements réformateurs conciliants sont assimilés – à tort – à l'intégrisme islamique. Cet intégrisme islamique, pouvant s'exprimer sous une multitude de variantes, est devenu une réalité qui ne peut pas être ignorée dans le Moyen-Orient d'aujourd'hui.²³ Ce fait est d'autant plus évident que l'intégrisme islamique fait partie des préoccupations non seulement de cette région, mais aussi de plusieurs autres endroits de par le monde.²⁴ En effet, la « Guerre contre le terrorisme », enclenchée au lendemain des attentats terroristes du 11 septembre 2001, vient démontrer la portée internationale du problème. Dans la perception générale, même les mouvements pacifiques, porteurs d'idées de changement et d'un discours appelant à un retour aux sources de l'Islam à l'interne, sont considérés comme une menace. Il est cependant vrai que l'attitude militante de certains groupes et les appels au *Jihad* (lutte armée) et à l'utilisation de la violence contre l'Occident, notamment les États-Unis, ses idées et ses alliés, constituent une barrière contre la compréhension

²² Pour avoir une idée plus claire sur la question, il est utile de consulter l'ouvrage de B. Kodmani-Darwish et M. Chartouni-Dubarry, *Les États arabes face à la contestation islamiste*, qui traite du sujet sous différentes facettes et dans différents contextes relatifs à chacune des problématiques spécifiques du pays en question. Il est à noter que tous les pays du Moyen-Orient doivent composer avec un ou plusieurs mouvements islamistes.

²³ On pourrait situer la naissance de l'Islam politique vers le milieu du 19^e siècle, dans ce qui est devenu aujourd'hui l'Arabie Saoudite, aux mains d'un réformiste conservateur du nom de Mohammad Ibn Abdul Wahhab. Cette version de l'Islam avait pour but de comprendre les raisons du déclin du monde musulman tout en essayant de lui trouver une solution dans un retour aux sources et à l'Islam véridique. Une deuxième source de cet Islam nous parvient de l'Inde avec les idées de al-Afghani. Pour ce qui est de l'Islam politique contemporain, il est souvent relié à la fondation de la Société des Frères musulmans en Égypte, en 1928, par Hasan al-Banna. Pour de plus amples informations sur le sujet, l'ouvrage de T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, nous paraît une excellente référence. Quant aux différentes variantes et appellations que pourrait revêtir, à tort ou à raison, l'Islam politique, F. Burgat nous fournit, dans son ouvrage *L'islamisme au Maghreb*, une typologie détaillée et complète (pp. 11-55).

²⁴ Mis à part le Moyen-Orient, plusieurs pays d'Afrique et d'Asie et d'Europe sont aux prises avec ce fléau. Notons, entre autres, et à titre indicatif, l'Afghanistan, le Pakistan et les Philippines. Il s'agit,

rationnelle du phénomène de l'islamisme. Cependant, cette « menace » existait depuis, au moins, 1979, l'année de la Révolution islamique en Iran. Comment expliquer donc ce changement d'attitude?

Même si les études réalisées sur la démocratie au Moyen-Orient étaient peu nombreuses, il y a quelques temps, les événements des dernières années sont venus remettre en cause la situation.²⁵ Les actes terroristes dont la France avait fait l'objet dans les années 80, ont été le prélude à une vague terroriste visant l'Occident et les États-Unis notamment.²⁶ Les attentas terroristes du 11 septembre 2001, la guerre de l'Irak en 2003, l'établissement d'une liste de "*Rogue states*" contenant deux pays de la région, la Syrie et l'Iran, ainsi que le lancement de la notion de guerre préventive, par l'administration du Président américain George W. Bush, sont venus mettre les études de l'Islam politique et de la démocratie au Moyen-Orient aux avant-postes. En ce sens, avec l'ampleur et l'intensité de l'attaque visant le sol même des États-Unis, ce sont les leaders politiques qui se sont intéressés aux recherches académiques. L'importance de ces questions n'est donc plus à démontrer dans le contexte international actuel. Ainsi, certains spécialistes essayent de vérifier l'impact de la guerre menée par les Américains sur l'expansion de l'islamisme. D'autres cherchent à trouver quel est le meilleur moyen de l'éradiquer. Et d'autres, encore, s'inquiètent à

par moments, de groupes locaux, par d'autres, de réseaux organisés à l'échelle internationale comme Al-Qaeda.

²⁵ R. Brynen, B. Korany et P. Noble affirment à la page 18 de l'introduction de leur ouvrage *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, publié en 1995, que "*This area is one that is comparatively understudied within the general literature on democratization*". En effet, c'est à partir de la date de publication de leur ouvrage, en 1995, que les études portant sur la démocratie au Moyen-Orient se sont multipliées. Il en fut de même pour les activités des terroristes.

²⁶ Ainsi, en 1993, le *World Trade Center* fut la cible d'un attentat à la voiture piégée. En 1995, un autre attentat à la voiture piégée a eu lieu contre le centre d'entraînement de l'*American National Guard*, à Riyad, en Arabie Saoudite. En 1996, un attentat à la voiture piégée a ciblé une caserne américaine à Dharahan en Arabie Saoudite. Finalement, en 1998, les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie ont été la cible d'explosions faisant des centaines de morts.

savoir quelle est la meilleure façon d'implanter la démocratie dans cette région puisque c'est sur cette dernière que se fondent les espoirs d'une solution pacifique. Ceci s'explique par le fait qu'un système démocratique assurerait les droits et libertés de tous ses citoyens. Il n'y aura donc de moins en moins de contestation violente du pouvoir à l'interne. De même, la loi voulant que les démocraties ne se fassent pas la guerre entre elles, procurera plus de stabilité et de sécurité au niveau international.²⁷ Ceci nous pousse à penser que l'exploration de la relation entre les deux variables, démocratie et intégrisme islamique, confère à notre sujet une actualité et une pertinence assurées. En ce sens, en plus de pouvoir constituer une contribution solide au champ des études de démocratisation et à celui des études moyen-orientales, notre recherche, puisqu'elle se situe à l'intersection de ces deux champs, pourrait aussi avoir le potentiel de proposer une compréhension plus approfondie et plus complète du problème de l'intégrisme islamique. La possibilité d'expression politique, que permet la démocratie, dans la poursuite des intérêts divers des citoyens, et la prise en considération des facteurs explicatifs relatifs au contexte moyen-oriental nous permettront d'explorer d'une manière adéquate plusieurs facettes du problème. Une fois cet objectif atteint, nous serons en mesure de proposer des pistes pour comprendre l'intégrisme islamique et résoudre les problèmes qu'il engendre. La menace à la sécurité internationale serait au centre de ces problèmes. Ceci se manifeste clairement quand nous constatons que les mouvements intégristes présents dans les pays du Moyen-Orient s'en prennent souvent aux autorités gouvernantes qualifiées de dictatoriales et aux puissances occidentales accusées de soutenir ces

²⁷ En effet, dans son ouvrage *Grasping the Democratic Peace*, B. Russett nous démontre, chiffres à l'appui, que les démocraties ne se battent à peu près jamais les unes contre les autres. Il s'agit là de la

autorités. Il s'ensuit alors non seulement une opposition violente contre le pouvoir en place, mais aussi des actes de représailles violents ayant pour cible l'Occident, ses alliés régionaux et ses intérêts un peu partout dans le monde.²⁸ Les actes terroristes qui ont eu lieu ces trois dernières années, à l'échelle internationale, témoignent de cette réalité. Ainsi, l'ouverture démocratique, la réponse intégriste et la menace à la sécurité internationale constituent la base de notre recherche, sa pertinence et son utilité.

Par ailleurs, il est important de préciser que nous nous fondons sur les théories de politique comparée et de relations internationales pour essayer de répondre à notre question de recherche.²⁹ Pour la politique comparée, il s'agit des théories de la transition des régimes autoritaires vers la démocratie. Quant aux théories de relations internationales, nous aborderons les notions de paix démocratique et de régimes internationaux. Comme nous l'avons mentionné un peu plus haut, les travaux concernant la question de la démocratie au Moyen-Orient sont de plus en plus nombreux. Ainsi, notre recherche s'inscrira dans le cadre du courant des récentes études de politique comparée traitant des expériences de démocratisation des États moyen-orientaux. Quant à l'impact de la démocratie sur l'intégrisme islamique, nous pensons que notre travail aidera à rendre compte de ce sujet de façon systématique. Il

seule « loi » en relations internationales.

²⁸ J. L. Esposito, dans son ouvrage *The Islamic Threat: Myth or Reality?*, et G. Kepel, dans son ouvrage *Jihad : expansion et déclin de l'islamisme*, fournissent des explications détaillées à ce sujet. Quant aux écrits établissant le lien entre menace terroriste et insécurité internationale, et analysant les différents aspects de la question, il serait utile de consulter les ouvrages des auteurs suivants, cités dans la bibliographie : P. B. Heymann (2001), B. R. Posen (2001), S. M. Walt (2001).

²⁹ Les théories de politique comparée traitent surtout de la transition du régime autoritaire vers le régime démocratique et de la consolidation de la démocratie. Il s'agit des œuvres de S. P. Huntington, A. Lijphart, de G. O'Donnell et de P. Schmitter notamment. Quant aux théories de relations internationales, elles établissent un lien entre pratiques démocratiques et résolution non-violente des conflits. Nous nous appuyons notamment sur l'ouvrage de B. Russett, *Grasping the Democratic Peace*.

s'agira donc pour nous de vérifier l'existence de ce lien et son fonctionnement à travers une approche comparatiste. Inversement, le débat sur le potentiel démocratique et/ou libéral du Moyen-Orient, en général, et de la religion musulmane en particulier, lui, fait rage.³⁰ Quant aux écrits traitant de la menace terroriste, émanant de l'intégrisme islamique et établissant le lien entre cet intégrisme et l'insécurité internationale, ils n'ont fait que se multiplier surtout après les attentats terroristes ayant visé les États-Unis en 2001 et le déclenchement de la « Guerre contre le terrorisme ».³¹ Certains de ces écrits ont le mérite de relever un potentiel danger pouvant guetter l'Occident. Cependant, d'autres présentent de grandes lacunes surtout quand ils ont recours à la généralisation et à l'amalgame des différentes facettes de l'Islam et de l'islamisme.

Finalement, pour ce qui est des événements résumant l'état actuel des choses, il est utile de souligner la présence, dans plusieurs États moyen-orientaux, de processus d'ouverture démocratique. Cependant, ces ouvertures sont souvent sujettes à des retards imposés par les régimes autoritaires en place qui prétextent des événements menaçants la sécurité interne, l'ordre établi et/ou l'unité nationale du pays pour les freiner.³²

Ainsi, comme nous l'avons noté à plusieurs reprises, différents auteurs ont abordé la question de l'absence et/ou de la viabilité de la démocratie au Moyen-

³⁰ Pour de plus amples renseignements sur le sujet, il est utile de se référer aux notes 15 et 19 du présent document.

³¹ Même avant ces attentats, l'auteur S. P. Huntington, avait déjà pris position sur le sujet en affirmant, dans son article de 1993 "The Clash of Civilizations?" et son ouvrage *Le Choc des civilisations* traduit en Français en 1997, que la prochaine confrontation sur la scène mondiale allait opposer les civilisations occidentale et islamique. Ces propos trouvent aussi écho dans deux articles de B. Lewis, "What Went Wrong?" et, "I'm Right, You're Wrong, Go To Hell". Voir aussi la note 28.

³² À cet effet, il est utile de consulter l'ouvrage de R. Brynen, B. Korany, et P. Noble, *The Many Faces of National Security in the Arab World*, ainsi que les notes 20 et 21 du présent document.

Orient, la compatibilité de l'Islam avec les caractéristiques de cette dernière et les menaces du terrorisme envers la sécurité internationale. Même si ces écrits établissent des liens entre la démocratie, l'intégrisme islamique et la sécurité internationale, ils ne poussent cependant pas l'analyse comparée à fond. Ceci nous offre alors l'occasion de nous atteler à cette tâche en proposant un cadre théorique pour vérifier l'impact de la démocratie sur l'intégrisme islamique et, par conséquent, sur la sécurité internationale.

Résultats prévus

L'hypothèse que nous nous proposons d'étudier consiste en la mise en évidence de l'existence d'un lien entre la démocratie, l'intégrisme islamique et la sécurité internationale. En d'autres termes, nous cherchons à savoir si la présence de la démocratie au sein d'une société donnée, entraînerait une baisse ou une stabilisation de la violence intégriste et, par conséquent, une moins grande menace envers la sécurité internationale. Concrètement, il s'agirait de vérifier la mise en place de mesures, par les gouvernements de l'État sous étude, pour favoriser la démocratie. Une fois ces mesures bien instituées – à savoir, une fois ces mesures conduites de bonne foi et jugées ainsi par les analystes – nous nous attarderons à vérifier quels sont leurs impacts sur le discours et le comportement des groupes intégristes. Si la logique de notre argumentation est valide, nous nous attendons à ce que les groupes intégristes considérés, diminuent le degré de leur violence à ces deux niveaux. Cependant, il faudrait amener une nuance à nos propos. Certains auteurs, traitant de la question de la consolidation de la démocratie, affirment qu'une stabilisation à l'interne permettrait de libérer des ressources pour la poursuite de politiques étrangères belliqueuses.³³ Cette possibilité nous obligera à éclaircir le lien qui nous permettra d'affirmer qu'un apaisement à l'interne se traduit de la même manière en matière de politique extérieure.

³³ Tel est le cas, par exemple, du Hezbollah libanais qui, suite au retrait israélien du Sud du Liban, a annoncé, à un moment donné, que son objectif était maintenant de continuer la lutte pour libérer Jérusalem. À l'origine, l'objectif de ce groupe était de libérer le Liban de l'occupation israélienne et de la présence militaire des occidentaux (la Force Multinationale incluant Américains, Français, Britanniques et Italiens). Pour plus d'informations concernant ce sujet, il serait utile de se référer à l'article de J. S. Levy, "The Diversionary Theory of War: A Critique", in Manus I. Midlarsky ed., *Handbook of War Studies*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1989.

Ainsi, nous croyons qu'en la présence de certaines composantes de la démocratie, les demandes des groupes intégristes, en matière de représentation, d'accès et de participation au pouvoir politique, ainsi qu'en matière d'équité et de justice sociale, seront comblées. Une fois faisant partie du jeu démocratique, donc une fois dans la position de responsabilité, il leur sera alors difficile de justifier et de mettre en œuvre un quelconque recours à la violence pour l'atteinte de leurs objectifs.³⁴ Cette difficulté se manifestera sur le plan interne autant que sur le plan externe, les obstacles et les incitatifs étant comparables.³⁵ C'est ainsi que la résolution pacifique des problèmes à l'intérieur de l'État et le comportement favorisant la naissance et la consolidation d'une culture politique pacifiste, pourraient pousser les dirigeants, et la société de cet État, à délaisser la violence et à se comporter pacifiquement. S'ajoute à cela les notions de contraintes, de normes et de valeurs qui seront explorées plus en détail dans la recherche. Ceci résultera en un maintien ou une baisse de la violence politique, qu'elle soit exprimée dans le discours ou le comportement. Matériellement, cette tendance se manifestera en une sécurité internationale accrue et consolidée.

³⁴ R. Brynen, B. Korany et P. Noble, dans l'introduction du premier volume de leur ouvrage *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, croient qu'il y a une importante marge de flexibilité entre les fondements doctrinaux de certains mouvements intégristes et leurs comportements politiques réels. Cette vision implique que même s'ils ont des dispositions autoritaires, la compétition électorale et les attentes des électeurs forceront la plupart des acteurs politiques à agir de façon démocratique une fois le système politique entièrement démocratique (p. 8). D'autres auteurs vont dans le même sens comme M. C. Dunn, A. R. Norton et J. L. Esposito. Un cas intéressant qui reflète cette situation est celui du parti intégriste le « Hezbollah » qui s'est adapté, et le fait toujours, à mesure qu'il participe à la vie politique libanaise. À ce sujet, il serait utile de consulter les articles de A. Kfoury et P. Khalifeh dont la référence complète est dans la bibliographie.

³⁵ Dans son ouvrage, *Grasping the Democratic Peace*, B. Russett nous apprend que les images, les normes et les valeurs, véhiculées dans la culture politique d'un peuple, finissent toujours par s'exprimer tant sur le plan de la politique interne que sur le plan de la politique externe. En ce sens, un comportement démocratique à l'interne se traduirait par un comportement pacifique à l'externe envers d'autres régimes démocratiques, pp. 129-138.

Méthodologie, sources et cas choisi

Notre recherche porte sur l'impact de la démocratie sur l'intégrisme islamique. Nous cherchons donc à vérifier l'existence d'une relation entre la variation de la nature du régime politique et le degré de violence émanant des mouvements intégristes islamiques. Ainsi, notre hypothèse se manifeste-t-elle à travers la relation entre la variable indépendante « démocratie » et la variable dépendante « intégrisme islamique ». En voici les définitions :

« Démocratie » :

Même si la définition de concept est reliée intimement aux grands éléments des traditions politiques de l'Europe de l'Ouest et des Etats-Unis, il n'en demeure pas moins que le terme lui-même est très contesté.³⁶ Ceci se manifeste par la multitude de modèles et variantes que l'on peut trouver dans les régimes politiques d'aujourd'hui, ou que l'on suggère pour de futures applications.³⁷ De là vient l'idée avancée par plusieurs chercheurs qui pensent que ce concept peut être adapté à différents contextes.³⁸ Ce dernier point est important puisqu'il nous permet une certaine flexibilité dans l'analyse. Ainsi, même si la démocratie sera « mesurée » par la présence (ou non) et le bon fonctionnement (ou non) de trois de ses caractéristiques principales – les élections, le multipartisme et les institutions législatives – il nous est impératif d'être vigilant en analysant le contexte dans lequel la « supposée » démocratie a lieu, l'essence même de la démocratie ne pouvant être saisie à travers

³⁶ J. L. Esposito et J. O. Voll, *Islam and Democracy*, p. 17.

³⁷ Pour mieux saisir ce sujet, il est utile de consulter l'ouvrage de D. Held, *Models of Democracy* et celui de R. A. Dahl, *Democracy and Its Critics*.

ces trois caractéristiques. C'est ainsi que l'auteur S. Berman s'attarde sur ce point pour expliquer l'insuffisance d'une société civile et d'un processus démocratique pour pouvoir parler d'une démocratie libérale. Pour expliquer ce phénomène, l'auteur donne l'exemple de la République de Weimar et de l'Algérie où des forces non libérales ont participé aux processus politiques dans le but de saisir le pouvoir. Si l'exemple algérien n'a pas pu se concrétiser, l'exemple allemand a quant à lui abouti avec les résultats qu'on connaît.³⁹

« Intégrisme islamique » :

Tout comme la démocratie, l'intégrisme islamique n'est pas, non plus, un concept figé et monolithique.⁴⁰ Même si, d'un point de vue général, l'islamisme pourrait se rattacher à une seule et même matrice explicative historique, il est évident, pour les spécialistes de la question, que l'on retrouve, en son sein, une diversité se rapportant aux moyens d'expression, aux modes d'action ainsi qu'aux divers contextes nationaux.⁴¹ Par ailleurs, cette diversité se manifeste aussi au niveau linguistique, même si elle relève, souvent, du niveau de la confusion dans le

³⁸ B. Korany et P. Noble élaborent ce point à la page 3 de l'introduction du volume 2 de *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*.

³⁹ Pour plus de détails, il est utile de consulter l'article de S. Berman "Islamism, Revolution, and Civil Society". Par ailleurs, F. Zakaria appuie cette démarche dans son article "The Politics of Rage: Why Do They hate Us?". Quant à B. Lewis, il affirme dans son article "Islam and Liberal Democracy" que la position des islamistes par rapport à la démocratie, en général, et par rapport aux élections, en particulier, se résume par cette phrase: "one man, one vote, once". En d'autres termes, les islamistes vont profiter du processus démocratique pour atteindre le pouvoir et y rester. Cependant, d'autres auteurs (T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, p. 16) croient que le pouvoir en place manipule, lui aussi, l'opinion publique et internationale. En ce sens, en brandissant le spectre de la menace intégriste, les gouvernements autoritaires essayent de se protéger. Voir aussi la note précédente.

⁴⁰ T. Ramadan trace dans son ouvrage, *Aux sources du renouveau musulman*, une multitude de variantes du réformisme islamique.

⁴¹ F. Burgat, *L'islamisme au Maghreb*, p. 55.

traitement du sujet plutôt que de celui de la richesse du vocabulaire.⁴² Ainsi, l'intégrisme islamique pourrait être défini comme étant la version du fondamentalisme politique dont la lecture des sources sacrées est la plus intransigeante, la plus littérale, la plus rigide, et comme telle la plus réfractaire à l'exégèse novatrice que constitue l'*ijtihad* (effort d'interprétation) islamique.⁴³ Cette version de l'islamisme prône la violence pour arriver à ses fins. De là découlent les indicateurs qui nous permettront de « mesurer » « l'intégrisme islamique ». Il s'agira donc de saisir les variations de la violence dans le discours, et les actions des groupes intégristes sélectionnés. Ceci s'effectuera à travers des analyses des discours, des politiques et des actions relevant du domaine de la politique étrangère et ayant une incidence sur la sécurité internationale.

Articulation des variables

Le lien sera ainsi établi entre la variation de la nature du régime, son impact sur le degré de violence intégriste et son incidence sur la sécurité internationale. Toutes choses étant égales par ailleurs, nous pouvons déduire une relation causale qui pourra être formulée comme suit :

⁴² Dans le domaine de l'étude de l'Islam, nous assistons souvent à des confusions dans l'utilisation des termes adéquats, que ce soit en Français ou en Anglais. Dans son article "Islam and Liberal Democracy", B. Lewis croit que le terme "fundamentalism" découle de l'utilisation faite par le Protestantisme et qu'il a des connotations bibliques. Ainsi, toujours selon B. Lewis, "*The use of the term to designate Muslim movements is therefore at best a loose analogy and can be very misleading*". De plus, on entend souvent, en Français, toute sorte d'appellation: radicalisme, fondamentalisme islamique, intégrisme, islamisme... Dans cette étude, nous considérons que l'intégrisme islamique est la manifestation violente de l'islamisme et de l'Islam politique.

⁴³ F. Burgat, *L'islamisme au Maghreb*, p. 52.

Une augmentation de la « démocratie », entraîne une diminution de « l'intégrisme », qui se manifeste en une diminution de la violence, se répercutant en une augmentation de la sécurité internationale.⁴⁴

Ou, inversement :

Une variation négative de la démocratie, entraîne une variation positive de l'intégrisme, qui se manifeste en une variation positive de la violence, se répercutant en une sécurité internationale menacée.

Pour vérifier la validité de notre hypothèse, nous aurons recours à la méthode de l'étude de cas. Cette méthode nous permettra d'examiner de près un cas de démocratisation non linéaire, avec des avancées et des reculs, et son impact sur le degré d'intégrisme et de violence. Cette étude s'effectuera en prenant compte des changements à l'intérieur même du cas, dépendamment des périodes. Si notre intuition première se réalise, il faudra alors tester plus de cas similaires à celui-ci. En ce sens, il faudra trouver d'autres États moyen-orientaux ayant un régime autoritaire, par exemple, ou ayant eu une confrontation directe avec Israël, et tenter après les avoir étudiés de dégager des tendances générales. Nous avons donc choisi l'Égypte, comme cas empirique pour vérifier notre hypothèse. Cet État a eu une expérience d'ouverture démocratique, à des degrés et à des moments différents. De plus, il a été, et est toujours, aux prises avec des groupes intégristes islamiques. Pour les besoins de cette recherche, nous nous pencherons sur les « Frères musulmans » en Égypte, le groupe phare de l'Islam politique moderne. Ce groupe a donné naissance à d'autres mouvements semblables partout dans le monde musulman. Il a, par ailleurs, été à la

⁴⁴ Il est à noter que la relation entre la violence émanant de l'intégrisme islamique et son impact sur la sécurité internationale est déjà supposée établie et se fonde sur les écrits mentionnés à la note 28.

base d'une diversification et d'une ramification au sein même de la société égyptienne. Nous limiterons aussi la période de notre recherche de 1970, date à laquelle le Président Sadate commença son règne qui fut caractérisé par les ouvertures économiques (*Infitah*) et démocratiques significatives et par les manifestations de la violence intégristes qui ont eu lieu en Égypte, jusqu'à nos jours. De plus, en 1979, la signature du traité de paix avec Israël allait pousser le régime autoritaire populiste de l'Égypte à entreprendre des ouvertures démocratiques pour répondre à la contestation violente réservée par les islamistes à cet accord. Cependant, l'ajout d'un aperçu historique couvrant la période précédant 1979 nous paraît plus qu'utile pour la compréhension du système politique égyptien et le contexte de l'émergence de l'islamisme dans cet État. Finalement, nul ne peut ignorer le rôle central de l'Égypte au Moyen-Orient. Que ce soit au niveau politique, religieux ou culturel, l'Égypte a toujours constitué – et constitue toujours – un passage obligé pour les études moyen-orientales.

Cheminement de la recherche

Cette recherche s'étalera sur trois chapitres en plus de l'introduction.

Dans l'introduction, nous posons la question qui guide notre recherche : « L'établissement de la démocratie au Moyen-Orient amènera-t-il une solution à l'intégrisme islamique et renforcera-t-il, par conséquent, la sécurité internationale? ». Nous y présentons aussi les causes qui nous poussent à poser cette question tout comme sa réponse prévue.

Dans le chapitre I, nous présentons le cadre théorique selon lequel nous réalisons notre recherche. Il s'agit de définir et de présenter la méthode, les concepts et les indicateurs utilisés avec leurs justifications théorique et pratique.

Dans le chapitre II, nous réalisons notre étude de cas et nous présentons l'analyse et les résultats obtenus à travers cette étude.

Dans le chapitre II, nous récapitulons les étapes de notre recherche : la question de recherche, le cadre théorique et le cas choisi, les résultats et leur analyse. Nous terminons ainsi par des conclusions théoriques générales et par des recommandations pour les politiques futures.

Chapitre I

Cadre théorique : démocratie et intégrisme islamique

Comme nous l'avons déjà mentionné dans notre introduction, nous cherchons, dans ce travail, à établir une relation entre la variation de la nature du régime politique et le degré de violence des groupes intégristes islamiques. En d'autres termes, nous voulons comprendre l'impact de la démocratisation dans certains régimes moyen-orientaux sur les discours et les actes de ces groupes. Notre variable indépendante est donc la « démocratie » et notre variable dépendante est l'« intégrisme islamique » ou degré de violence des groupes islamistes.⁴⁵ Dans ce chapitre, il s'agira de (1) passer en revue l'historique et les principales définitions des deux variables, (2) choisir une définition pour chaque variable et justifier notre choix et (3) identifier et articuler nos indicateurs de manière à les rendre opérationnels tout en nous permettant de réaliser une étude de cas qualitative. Nous commencerons par la variable indépendante « démocratie » et nous terminerons par la variable dépendante « intégrisme islamique ».

⁴⁵ Une clarification des différentes appellations consacrées à l'intégrisme islamique aura lieu dans la section suivante.

I.1 – « Démocratie »

I.1.1 – Historique et principales définitions de la « démocratie »

I.1.1.A – Historique

Les spécialistes des études portant sur les régimes politiques, ainsi que les historiens, retracent les origines de la « démocratie » jusque dans les temps anciens. En effet, R. A. Dahl nous apprend que *“From ancient times some people have conceived of a political system in which the members regard one another as political equals, are collectively sovereign, and possess all the capacities, resources, and institutions they need in order to govern themselves. This idea, and practices embodying it, appeared in the first half of the fifth century B.C. among the Greeks...”*⁴⁶ Le terme « démocratie » prend son origine dans le mot grecque « *demokratia* », qui peut être divisé en deux parties : « *demos* » qui signifie peuple et « *kratos* » qui signifie gouvernement ou autorité (*rule*).⁴⁷ Cette forme de régime politique, identifiée comme étant la « démocratie classique » de la « cité-État »⁴⁸ de la Grèce antique, en général, et de la cité d'Athènes, en particulier, a évolué à travers l'histoire et s'est diversifiée à travers les contextes géopolitiques et sociaux des lieux de son exercice.⁴⁹ Ainsi, D. Held, dans son ouvrage *Models of Democracy*, nous

⁴⁶ R. A. Dahl, *Democracy and Its Critics*, p. 1. Il serait utile de voir aussi l'ouvrage de D. Held, *Models of Democracy*, à la page 13, qui fait le même constat.

⁴⁷ Voir R. A. Dahl (1989), p.3 ; D. Held (1996), p. 1 et D. Held (1991), p. 876.

⁴⁸ À la page 13 de son ouvrage, *Models of Democracy*, D. Held utilise les termes “*city-state*” et “*city-republic*” sans les différencier. Il mentionne néanmoins l'existence d'une préférence chez certains penseurs pour le deuxième terme en raison de questions relatives à la date à laquelle l'idée même de l'État a été conçue.

⁴⁹ Dans leur article “What Democracy Is...And Is Not”, P. C. Schmitter et T. L. Karl nous apprennent que “...*democracy does not consist of a single unique set of institutions. There are many types of*

offre une classification détaillée de la majorité des modèles et des variantes du régime démocratique.⁵⁰ En passant en revue les modèles présentés dans cet ouvrage, nous avons été capable de repérer certains éléments récurrents qui seront utiles pour la discussion, le choix et la justification d'un modèle convenant à notre recherche. Ces éléments constitueront le fondement de notre définition de la démocratie et du choix de nos indicateurs.

En s'inspirant donc des caractéristiques des modèles présentés par D. Held, nous affirmons qu'un régime politique ne peut être qualifié de démocratique à moins de posséder certains éléments de base. Ces éléments peuvent être résumés par les concepts et les facteurs suivants :

- a) La liberté individuelle est un des facteurs clés de tous les modèles passés en revue. Elle peut être présente sous plusieurs formes comme la liberté de parole, la liberté de pensée, la liberté d'organisation, etc. Ce concept est souvent articulé à travers des textes de loi qui viennent le renforcer, le définir et même le limiter pour qu'il n'y ait pas de débordement. Cette liberté rend les citoyens responsables de leur choix tout en leur permettant de poursuivre leurs objectifs à travers ces choix-là.
- b) L'égalité politique des citoyens est un autre élément de base de la « démocratie ». Tous les citoyens – et par conséquent, les choix exprimés par ces citoyens lors des élections ou d'un référendum – doivent avoir le même poids dans le processus de

democracy, and their diverse practices produce a similarly varied set of effects. The specific form democracy takes is contingent upon a country's socioeconomic conditions as well as its entrenched state structures and policy practices” (p. 76).

⁵⁰ Held, David (1996): *Models of Democracy*, Stanford, Stanford University Press.

décision. Ainsi, ils doivent pouvoir avoir leur mot à dire dans le cheminement politique de leurs collectivités.

- c) Le pouvoir politique émanant du choix libre et égal des citoyens est responsable de ses actes devant ces citoyens (*accountability*). Il peut, en retour, exiger une obéissance et un acquiescement à ses décisions, puisque le choix libre et égal des citoyens est considéré comme un vote de confiance de leur part.
- d) Tout comme la liberté individuelle peut conduire à des excès, l'exercice du pouvoir peut y conduire aussi. Ainsi, les citoyens doivent avoir la possibilité de remettre en question l'exercice du pouvoir s'ils le jugent non convenable ou s'ils constatent l'existence d'un abus de confiance et de pouvoir. Ce principe implique une possibilité d'alternance dans les postes de commande et donc, la recherche périodique de l'appui de la population et de la légitimation, de la part des leaders politiques.

I.1.1.B – Principales définitions

Tout comme pour les modèles, plusieurs définitions ont été avancées par les différents spécialistes de la « démocratie », d'où la difficulté d'en choisir une.⁵¹ Néanmoins, nous allons essayer de repasser les plus importantes en revue et

⁵¹ À la page 195 de son article "Will More Countries Become Democratic?", S. P. Huntington nous apprend que "*Definitions of democracy are legion. The term has been applied to areas and institutions far removed from politics. It has also been defined as an ideal impossible of human achievement*". De plus, dans sa recension de l'ouvrage de R. A. Dahl, *Democracy and Its Critics*, J. H. Nagel pense que ce dernier utilise le terme "*polyarchy*" au lieu de « démocratie » puisque "*'Polyarchy' enables him to reserve 'democracy' for normative use as a set of unrealized (and perhaps unrealizable) ideals*" (p. 216). Dans le même sens, en choisissant une définition de la « démocratie », l'auteur A. Lijphart pense, dans son ouvrage, *Plural Societies and Democratic Regimes: A Comparative Exploration*, que "*Democracy is a concept that virtually defies definition. Suffice it to say that it will be used here as a synonym of what Dahl calls 'polyarchy'. It is not a system of government that fully embodies all democratic ideals, but one that approximates them to a reasonable degree*" (p. 4).

d'identifier les éléments qui y sont récurrents. Ceci devrait nous permettre – même si la tâche n'est pas facile – de choisir notre définition et de la justifier.

Dans le chapitre deux de l'ouvrage "*Transitions from Authoritarian Rule: Comparative Perspectives*", A. Przeworski avance une définition restrictive et unidimensionnelle de la « démocratie ». Pour lui, "*Democracy is a particular system of processing and terminating intergroup conflicts*".⁵² En ce sens, la « démocratie » ne constituerait qu'un processus de résolution de conflits doté de certaines règles et procédures qui permettraient, en appliquant les lois, d'atteindre un compromis. Même si cette définition est utile pour notre recherche, puisque nous voulons tester la possibilité qu'un régime politique puisse régler les conflits de manière pacifique, elle ne nous fournit pas une compréhension complète quant au fonctionnement de ladite « démocratie ». Les règles et procédures à suivre pour accomplir cette « démocratie » et atteindre, à travers elle, une résolution des conflits ne sont pas mentionnées. Par ailleurs, cette définition peut être située à l'opposé de la vision patriotique de la « démocratie » qui est, elle, plus englobante. Dans ce dernier cas, il ne s'agirait pas d'une simple résolution de conflits, mais, entre autres, de la réalisation du « bien commun » à travers un processus de conversation qui permettrait une nouvelle interprétation des valeurs et, par le fait même, un rapprochement du conflit et des visions opposées.⁵³

Une autre définition restrictive et très populaire de la « démocratie » réside dans le fait de réduire la « démocratie » à la simple tenue d'élections « honnêtes ».

⁵² Przeworski, Adam, "Problems in the Study of Transition to Democracy", dans G. O'Donnell, P. C. Schmitter, and L. Whitehead, eds., *Transitions from Authoritarian Rule: Comparative Perspectives*, p. 56.

⁵³ Il serait utile de consulter le chapitre 5 de l'ouvrage de C. Blattberg, Charles, *From Pluralist to Patriotic Politics: Putting Practice First*, qui traite de cette question.

Cette position, poussée à l'extrême, conduit à ce qui est appelé communément "*electoralism*". Dans ce cas, le seul fait de tenir des élections – même s'il y a des restrictions imposées à certains partis ou à des portions de la population – est considéré comme une condition suffisante pour qu'on puisse parler de « démocratie ». ⁵⁴ Cependant, quand il s'agit de la région du Moyen-Orient en général, et de l'Égypte en particulier, nous ne pourrions nous satisfaire d'un tel critère ou d'une telle définition. Notre sujet serait clos avant même le début de la discussion. Le fait est que la majorité des régimes moyen-orientaux tiennent régulièrement des élections, et nous ne pouvons toujours pas parler de « démocratie ». Le meilleur exemple de ce cas est l'ancien régime de Saddam Hussein en Iraq, où le Président était reconduit au pouvoir avec des plébiscites populaires dont les résultats frisaient les 100%. Cependant, même les éléments de base, comme la liberté individuelle, essentiels à la « démocratie » n'étaient pas présents dans ce régime politique. Bien que les élections constituent donc un élément nécessaire à l'existence de la démocratie, prises séparément, elles ne pourraient, en aucun cas, en constituer une condition unique et suffisante.

Même si elle est très populaire parmi les spécialistes américains des sciences sociales, la définition que nous fournit J. Schumpeter est, elle aussi, restrictive. ⁵⁵ Cette définition découle de l'approche procédurale, qui ne voit en la démocratie qu'un moyen institutionnel pour atteindre une décision politique : "*that institutional*

⁵⁴ Dans leur article, "What Democracy Is...And Is Not", P. C. Schmitter et T. L. Karl critiquent cette définition en la traitant de "*fallacy*" et en argumentant que "*However central to democracy, elections occur intermittently and only allow citizens to choose between the highly aggregated alternatives offered by political parties, which can, especially in the early stages of a democratic transition, proliferate in a bewildering variety*" (p. 78).

⁵⁵ Schmitter, P. C. & Karl T. L. (1991): "What Democracy Is...And Is Not", *Journal of Democracy*, Vol. 2, No. 3, Summer 1991, p. 87.

arrangement for arriving at political decisions in which individuals acquire the power to decide by means of a competitive struggle for the people's vote".⁵⁶ Là encore, cette définition ne nous permet pas de saisir les composantes et les procédures propres à la « démocratie » qui pourraient nous aider à choisir nos indicateurs.

Bien qu'ils acceptent certains aspects de cette définition, P. C. Schmitter et T. L. Karl mettent plus l'accent sur la responsabilité des dirigeants envers les citoyens et sur l'importance de certains mécanismes de compétition autres que les élections.⁵⁷ Ainsi, ces deux auteurs nous fournissent la définition suivante de la « démocratie » : *"Modern political democracy is a system of governance in which rulers are held accountable for their actions in the public realm by citizens, acting indirectly through the competition and cooperation of their elected representatives"*.⁵⁸ Les éléments essentiels qui retiennent notre attention dans cette définition sont les suivants : la responsabilité des gouverneurs devant les citoyens et l'existence de processus de compétition et de coopération dans la conduite de la politique. La compétition peut, selon ces auteurs, emprunter d'autres moyens pour aboutir aux centres de décision. En d'autres termes, c'est à travers la pression exercée par la société civile que le citoyen peut aussi se faire entendre.⁵⁹

Ceci étant dit, nous constatons que les composantes de la « démocratie » sont des concepts abstraits. Pour avoir une meilleure compréhension de ce qui constitue une association politique démocratique, nous allons avoir recours à R. A. Dahl, et à sa

⁵⁶ Schumpeter, Joseph (1943): *Capitalism, Socialism and Democracy*, London, George Allen and Unwin, p. 269.

⁵⁷ Schmitter, P. C. & Karl T. L. (1991): "What Democracy Is...And Is Not", p. 87.

⁵⁸ Schmitter, P. C. & Karl T. L. (1991): "What Democracy Is...And Is Not", p. 76.

⁵⁹ En effet, les auteurs affirment que *"Modern democracy, in other words, offers a variety of competitive processes and channels for the expression of interests and values – associational as well*

caractérisation philosophique de la démocratie. En effet, pour qu'une association soit complètement démocratique, R. A. Dahl croit qu'elle doit satisfaire cinq critères essentiels :⁶⁰

1-Effective participation – citizens must have adequate and equal opportunities to form their preferences, to place questions on the agenda, and to express reasons for affirming one outcome rather than another;

2-Voting equality at the decisive stage – each citizen must be ensured that his or her judgement will be counted as equal in weight to the judgements of other citizens at the decisive stage of collective decision-making;

3-Enlightened understanding – citizens must enjoy ample and equal opportunities for discovering and affirming what choice in a matter before them would best serve their interests;

4-Control of the agenda – the vestment of authority in the demos over the public agenda;

5-Inclusiveness – the provision of the powers of citizenship to all mature persons;

Ces critères ne définissent pas donc qu'est-ce que la « démocratie ». Cependant, et comme le dit R. A. Dahl lui-même, ils nous permettent quand même de discerner un processus démocratique d'un autre qui ne l'est pas : *"These five criteria fully specify the democratic process. For I find it impossible to say in what respects a process meeting these criteria would not be 'democratic' or how any process that failed to satisfy one or more of the criteria could be regarded as 'fully democratic'".*⁶¹ Dans cette optique, nous ne pouvons pas considérer un régime

as partisan, functional as well as territorial, collective as well as individual. All are integral to its practice", op. cit., note 55, p. 78.

⁶⁰ Ces cinq critères sont discutés dans l'ouvrage de R. A. Dahl, *Democracy and Its Critics*, dans les chapitres 6 à 9 et spécialement dans les pages 108-130. Par ailleurs, D. Held reprend ces cinq critères avec leur explication dans son article "The Possibilities of Democracy", aux pages 877 et 878.

⁶¹ R. A. Dahl, *Democracy and Its Critics*, p. 130. À la page 131 il ajoute aussi que *"The criteria do not completely define what we mean by a good polity or a good society. But to the extent that the*

politique comme démocratique s'il se contente, par exemple, d'organiser des élections de temps en temps en n'offrant pas à sa population des alternatives politiques sérieuses. Cet effort de la part de R. A. Dahl semble trouver un bon écho chez les autres auteurs. Ainsi, D. Held pense que "*Dahl's account of democracy and the democratic process is admirably clear. In particular, his elaboration of the five criteria that mark out a democratic process from alternative political mechanisms and procedures makes a significant contribution to our political understanding*".⁶² Nous pouvons donc affirmer que de ces cinq critères, trois facteurs importants pour le choix de nos indicateurs en ressortent. La liberté, présente dans le premier et le troisième critère (*Effective participation, enlightened understanding*), l'égalité, présente dans le deuxième et le cinquième critère (*Voting equality at the decisive stage, inclusiveness*) et, la responsabilité du gouvernement envers le peuple présente dans le quatrième critère (*Control of the agenda*). Nous remarquons donc que nous arrivons aux mêmes conclusions que celles que nous avons tirées de la lecture de l'ouvrage de D. Held un peu plus haut.

Par ailleurs, et comme nous l'avons vu, les composantes abstraites de la « démocratie » peuvent mener à une multitude d'institutions et de variantes de la « démocratie ». Une approche abstraite ou théorique, a donc toujours besoin d'être articulée d'une manière plus concrète pour faciliter la conduite de la recherche.⁶³ La majorité des spécialistes le font en se fondant sur l'œuvre de R. A. Dahl pour nous offrir des définitions « malléables » et « pratiques » dans la conduite des recherches

democratic process is worthwhile, then the criteria will help us to arrive at judgements that bear directly on the relative worth or goodness of political arrangements".

⁶² D. Held, "The Possibilities of Democracy", p. 879.

⁶³ P. C. Schmitter & T. L. Karl, "What Democracy Is...And Is Not", pp. 80-81.

scientifiques. Ainsi, A. Lijphart, P. Lange et H. Meadwell, A. Przeworski, S. P. Huntington, D. Rueschemeyer, E. H. Stephens et J. D. Stephens et P. C. Schmitter et T. L. Karl, pour ne citer que ceux-là, s'appuient d'une manière ou d'une autre sur la compréhension offerte par R. A. Dahl à travers ses différents ouvrages.⁶⁴ Quelle est donc la définition de R. A. Dahl?

R. A. Dahl définit la « démocratie » (ou polyarchie) à travers ses principales caractéristiques et conditions nécessaires :

"I assume that a key characteristic of a democracy is the continuing responsiveness of the government to the preferences of its citizens, considered as political equals..."

I assume further that in order for a government to continue over a period of time to be responsive to the preferences of its citizens, considered as political equals, all full citizens must have unimpaired opportunities:

1. *To formulate their preferences*
2. *To signify their preferences to their fellow citizens and the government by individual and collective action*

⁶⁴ Dans son ouvrage, *Plural Societies and Democratic Regimes: A Comparative Exploration*, A. Lijphart considère la « démocratie » « ...as a synonym of what Dahl calls 'polyarchy' ». P. Lange & H. Meadwell, dans leur article "Typologies of Democratic Systems: From Political Inputs To Political Economy", nous apprennent que "A rather broad and widely accepted definition of functioning democracy ('polyarchy') is that of Robert Dahl... This definition has the merit of incorporating the institutional features of democratic systems as they are popularly understood" (p. 83). A. Przeworski, dans son ouvrage, *Democracy and the Market*, fait aussi allusion à la définition de R. A. Dahl : "Yet beneath all the institutional diversity, one elementary feature – contestation open to participation (Dahl 1971) – is sufficient to identify a political system as democratic" (p. 10). De la même manière, S. P. Huntington, dans son article, "Will More Countries Become Democratic?", justifie sa définition en se référant à R. A. Dahl : "A political system is defined as democratic to the extent that its most powerful collective decision-makers are selected through periodic elections in which candidates freely compete for votes and in which virtually all the adult population is eligible to vote. So defined, a democracy thus involves the two dimensions – contestation and participation – that Dahl sees as critical to his realistic democracy or polyarchy" (p. 195). Quant à D. Rueschemeyer, E. H. Stephens & J. D. Stephens, ils trouvent, dans leur ouvrage, *Capitalist Development and Democracy*, que les « démocraties » d'aujourd'hui sont définies par "...regular free and fair elections, responsibility of the state apparatus to elected representatives, and protection of civil liberties...". Ces auteurs ajoutent que "Robert Dahl, whose carefully conceptualizations probably had the greatest influence on empirical democracy research, reserved the term 'polyarchy' for this more modest and inevitably somewhat formal version of democracy (Dahl 1956, 1971)" (pp. 10 et 297). Finalement, la définition choisie par P. C. Schmitter et T. L. Karl sera traitée au point I.1.2.

3. *To have their preferences weighed equally in the conduct of the government, that is, weighed with no discrimination because of the content or source of the preference*
*These, then, appear to me to be three necessary conditions for a democracy, though they are probably not sufficient.*⁶⁵

Cette définition, bien qu'incomplète selon son auteur, nous semble comporter plusieurs éléments intéressants et utiles pour la poursuite de notre recherche. L'égalité politique entre les citoyens, l'aptitude du gouvernement à réagir et donner suite aux les préférences des citoyens et la liberté individuelle et collective sont des composantes essentielles à la conduite et à la compréhension de la démocratie de nos jours.⁶⁶ Elles seront aussi à la base du choix et de la justification de notre définition.

I.1.2 – Choix et justification de la définition

Comme nous l'avons vu précédemment, définir la « démocratie » ne s'avère pas être une tâche facile. En ce sens, il ne s'agit pas de présenter ici un idéal type de la « démocratie » mais, plutôt, de formuler un modèle « mesurable » et « malléable » qui sera utile à la poursuite de notre recherche tout en étant fidèle à l'esprit de la « démocratie ». Pour ce faire, notre définition devra tenir compte de celle de R. A. Dahl, présentée dans son ouvrage, *Polyarchy*, ainsi que des cinq critères, identifiés par le même auteur, qui contiennent tous les éléments nécessaires pour qu'on puisse qualifier un régime politique de démocratique.⁶⁷ Ces éléments ont aussi été repérés dans les différents modèles et définitions traités aux deux paragraphes précédents. De plus, certaines institutions ou procédures incluant les caractéristiques de la

⁶⁵ R. A. Dahl, *Polyarchy: Participation and Opposition*, pp. 1-2.

⁶⁶ Il serait utile de consulter, Schmitter, P. C. & Karl T. L.: "What Democracy Is...And Is Not".

⁶⁷ Il serait utile de consulter, Schmitter, P. C. & Karl T. L.: "What Democracy Is...And Is Not".

« polyarchie », identifiés par R. A. Dahl, doivent être présentes, même si elles ne sont pas suffisantes, si nous voulons parler de démocratie.⁶⁸ Ces procédures sont les suivantes :⁶⁹

1. *Control over governmental decisions about policy is constitutionally vested in elected officials.*
2. *Elected officials are chosen and peacefully removed in relatively frequent, fair, and free elections in which coercion is quite limited.*
3. *Practically all adults have the right to vote in these elections.*
4. *Most adults also have the right to run for the public offices for which candidates run in these elections.*
5. *Citizens have an effectively enforced right to freedom of expression, particularly political expression, including criticism of the officials, the conduct of the government, the prevailing political, economic, and social system, and the dominant ideology.*
6. *They also have access to alternative sources of information that are not monopolized by the government or any other single group.*
7. *Finally they have an effectively enforced right to form and join autonomous associations, including political associations, such as political parties and interest groups, that attempt to influence the government by competing in elections and by other peaceful means.*

De tout ce qui précède, nous pouvons retracer plusieurs caractéristiques essentielles à l'existence de la « démocratie » : égalité politique, élections libres et justes, libertés civiles et politiques (liberté d'expression, d'association, de presse, etc.) et responsabilité du gouvernement envers le peuple. Ainsi nous pouvons dire que :

⁶⁸ Dans son article "The Possibilities of Democracy", D. Held pense que "*The central institutions required by a democracy today include but go beyond what Dahl calls 'polyarchy'*" (p. 883). Dans le même sens, P. C. Schmitter et T. L. Karl, dans leur article, "What Democracy Is...And Is Not", avancent que "*These procedures alone do not define democracy, but their presence is indispensable to its persistence. In essence, they are necessary but not sufficient conditions for its existence. Robert Dahl has offered the most generally accepted listing of what he terms the 'procedural minimal' conditions that must be present for modern political democracy (or as he puts it, 'polyarchy') to exist*" (p. 81).

⁶⁹ R. A. Dahl, *Democracy and Its Critics*, p. 233.

La « démocratie » est un système politique qui considère ses citoyens comme égaux et qui leur procure l'égalité politique en protégeant les libertés civiles et politiques et en étant responsable devant eux à travers leur participation à des élections libres, fréquentes et justes.⁷⁰

I.1.3 – Indicateurs de la « démocratie »

Trois indicateurs seront identifiés pour rendre compte concrètement de la « démocratie ». Il ne s'agira pas de saisir ce concept dans toute sa complexité mais, plutôt, d'effectuer un découpage de la réalité, une simplification. Ces trois indicateurs sont : les élections, le multipartisme et la responsabilité de l'exécutif envers les élus (imputabilité ou *accountability* en anglais).

I.1.3.A – Les élections

Les élections constituent une constante dans pratiquement tous les modèles et toutes les définitions de la « démocratie ». À certains endroits on leur ajoute des qualificatifs comme « régulières », « libres », « justes » ou « impartiales ». Ceci est dû au fait de la possibilité de leur manipulation par les régimes autoritaires en place.⁷¹ Étant donné que certains se contentent de leur simple présence pour parler de démocratie, il faut donc utiliser cet indicateur avec prudence.⁷²

⁷⁰ Notre définition rejoint celle de D. Rueschemeyer, E. H. Stephens et J. D. Stephens qui, en s'inspirant de R. A. Dahl, pensent que la « démocratie » peut être définie par "*regular free and fair elections, responsibility of the state apparatus to elected representatives, and protection of civil liberties*" (p. 297).

⁷¹ À cet effet, un des exemples les plus éloquentes de manipulation nous est donné par les dernières élections organisées par le régime irakien de Saddam Hussein, où ce dernier a été élu avec un pourcentage frisant la perfection.

⁷² Il serait utile de consulter la note 54 qui traite du phénomène de l'électoralisme.

Les élections sont l'élément de base de tout régime démocratique, puisqu'elles permettent au peuple de s'exprimer et aux leaders de trouver la légitimation nécessaire pour exercer le pouvoir. Deux caractéristiques de la « démocratie » peuvent être soulignées à travers les élections. Si elles sont conduites, « librement », de manière « juste » et « impartiale », les élections reflèteront la « liberté » dont jouit le peuple et l'égalité politique de ses membres. Si on ajoute à cela leur « régularité », les élections reflèteront la responsabilité du pouvoir envers le peuple qui, en cas de désaccord sur la conduite des affaires publiques, aura son mot à dire.⁷³ Ainsi, la « régularité », même si elle n'est précisée dans aucune des définitions que nous avons recensées, doit être prise en considération pour juger la « fréquence » des élections conduite.⁷⁴ Les autres termes, « justes », « impartiales » et « libres » reflèteront la variante qualitative de l'indicateur élections.⁷⁵

I.1.3.B – Le multipartisme

Même s'il n'est pas spécifiquement, ni tout le temps mentionné, comme une constante de la « démocratie », le multipartisme constitue, lui aussi, un élément essentiel de la « démocratie ».

Tout en travaillant à réaliser leurs programmes politiques, les partis politiques ont pour but d'atteindre le pouvoir pour représenter la population qui les choisit. Le multipartisme peut donc être vu comme une manifestation de la liberté qu'ont les

⁷³ Voir les procédures numéro 2 et 3 du modèle de R. A. Dahl, à la page 34 du présent document.

⁷⁴ Nous n'avons pas de critères pré-établis pour juger de ce facteur. Cependant, en s'inspirant des modèles occidentaux jugés « démocratiques » jusqu'à un certain point et, en utilisant le « bon sens commun », nous évaluons qu'une bonne fréquence pour des élections serait une fois par six à sept ans.

⁷⁵ Pour juger si les élections, dans nos études de cas, sont « justes », « impartiales » et « libres » nous aurons recours à la méthode de l'analyse du discours, aux commentaires des spécialistes recueillis dans leurs articles et aux positions du pouvoir et de l'opposition par rapport aux élections en question.

citoyens à se présenter aux postes du pouvoir et donc aux élections.⁷⁶ De plus, le multipartisme représente aussi une des façons les plus probantes de l'existence réelle des libertés politiques, à savoir, la liberté d'association.⁷⁷ Dans le même sens, un parti politique représente, normalement, un créneau et une tribune pour le peuple tout en constituant une source d'information autre que celle officielle du gouvernement.⁷⁸ Si son accession au pouvoir n'est pas empêchée par des pressions ou des actes illégaux, le multipartisme peut représenter, dans ce cas-ci, le principe de l'alternance de pouvoir essentiel à la « démocratie ». Si, par contre, certains partis sont empêchés de se constituer librement ou si les découpages des circonscriptions électorales sont taillés sur mesure pour le pouvoir en place, nous pourrions parler d'atteinte à la « démocratie ».

Cependant, en considérant cet indicateur dans notre cas, nous n'allons pas nous attarder, nécessairement, au nombre de partis participant aux élections.⁷⁹ En effet, même si le nombre de partis est important, il n'est pas nécessairement un gage de « qualité ». Dans cette perspective, P. C. Schmitter et T. L. Karl ne semblent pas voir d'un bon œil la multiplication des partis politiques, surtout dans des cas de transition récente ou continue vers la démocratie, ce qui est le cas du pays choisi pour cette étude. Ceci s'explique par le fait que les moyens d'expression des citoyens sont limités aux partis politiques et que même ces partis sont muselés durant les élections. Ce qui est donc important pour notre recherche, c'est de vérifier si les partis d'opposition, spécialement les partis considérés comme représentants de la mouvance

⁷⁶ Voir la procédure numéro 4 dans le modèle de R. A. Dahl, à la page 34 du présent document.

⁷⁷ Voir la procédure numéro 7 dans le modèle de R. A. Dahl, à la page 34 du présent document.

⁷⁸ Voir la procédure numéro 6 dans le modèle de R. A. Dahl, à la page 34 du présent document.

⁷⁹ Schmitter, P. C. & Karl T. L.: "What Democracy Is...And Is Not", p. 78.

islamique, sont tolérés, surtout, durant le processus électoral. Nous pourrions dans ce cas-ci avoir une idée claire et directe de l'impact de la démocratisation, si celle-ci présente les critères qualitatifs requis, sur les stratégies des groupes intégristes.⁸⁰

Finalement, il faudrait être vigilant en ce qui a trait à la possibilité de manipulation électorale. En ce sens, s'il nous paraît évident que les découpages des circonscriptions électorales assurent la victoire du gouvernement en place, il nous faudra alors vérifier si les groupes d'opposition ne sont tolérés durant le processus électoral que grâce au fait qu'il ne peuvent en aucun cas obtenir une majorité d'élus. Si un tel cas se présente, nous ne pourrions pas qualifier le processus électoral de proprement démocratique. Il faudra alors comparer le comportement du gouvernement envers ces partis, avant, durant et après les élections pour noter le durcissement ou l'assouplissement de la position gouvernementale et, ainsi, avoir des indications sur la « démocratie ».

I.1.3.C – La responsabilité de l'exécutif envers les élus (*accountability*)

Ce troisième et dernier indicateur n'est pas, lui non plus, mentionné explicitement dans les différents modèles et définitions de la « démocratie ».⁸¹ Cependant, son existence, et surtout l'existence et l'effectivité du principe qui le sous-tend, prennent une importance majeure dans notre définition de la « démocratie » et dans les modèles qui l'inspirent. Ainsi, il s'agit surtout du principe

⁸⁰ Cependant, il faudrait que ces derniers se soumettent à la condition suivante : "...they should be free and equal in the determination of the conditions of their own lives, so long as they do not deploy this framework to negate the rights of others", D. Held "The Possibilities of Democracy", p. 881. Voir aussi la procédure numéro 5 du modèle de R. A. Dahl, à la page 34 du présent document.

⁸¹ Une des exceptions a lieu dans la définition de D. Rueschemeyer, E. H. Stephens et J. D. Stephens qui parlent dans leur ouvrage, *Capitalist Development and Democracy*, de "...state's responsibility to parliament (possibly complemented by direct election of the head of the executive)" (p. 10).

de la responsabilité des leaders politiques envers le peuple. Ce peuple est représenté, généralement, dans le processus démocratique par un parlement ou par une assemblée législative.⁸²

Dans notre étude de cas, il s'agira de vérifier quantitativement, l'existence d'institutions représentant le peuple – légitimement, à travers des élections jugées « libres », « justes » et « impartiales » par les observateurs – pour s'assurer ensuite, qualitativement, de la responsabilité du gouvernement, ou des leaders en place, envers ces institutions.

Si les élus représentant le peuple ne peuvent pas exercer librement leurs droits d'expression politique ou de critique envers les décisions du gouvernement, nous ne pourrions donc pas considérer le régime politique étudié « complètement démocratique ».⁸³ Plus encore, un régime est d'autant plus démocratique si l'opposition présente dans le corps des élus peut remettre en cause la légitimité même du gouvernement. Si tel n'est pas le cas, la « démocratie » n'est pas atteinte dans ce régime politique.

Cependant, cet indicateur peut être relativisé s'il est faussé à la base. En ce sens, si le gouvernement ne permet pas à l'opposition d'atteindre la majorité nécessaire pour pouvoir remettre sa légitimité en cause, la notion d'*accountability* perd beaucoup de son importance. Concrètement, un gouvernement autoritaire peut accepter de se faire critiquer par une opposition surtout si cette opposition est minoritaire et donc, relativement impuissante. Si tel est le cas, il nous faudra se

⁸² Voir la procédure numéro 1 dans le modèle de R. A. Dahl, à la page 34 du présent document, ainsi que la note 64 qui fait état de plusieurs définitions de la « démocratie », de même que la note précédente et la définition de P. C. Schmitter et T. L. Karl, à la page 29 du présent document.

⁸³ R. A. Dahl, *Democracy and Its Critics*, p. 130.

tourner vers les écrits rendant compte de l'opinion publique en général et non seulement de l'opposition élue.

Ainsi, notre quête peut se résumer comme suit. Plus le régime politique étudié rencontre les indicateurs mentionnés plus haut et satisfait leur « esprit », plus nous le considérerons démocratique et, inversement, moins il rejoint ces indicateurs, moins nous le considérerons démocratique. Par ailleurs, ces indicateurs ont pour but de nous présenter un certain découpage de la « démocratie ». Cette « démocratie » est étudiée à travers certains processus qui y mènent, mais aussi à travers sa capacité de résolution pacifique des conflits. Nous supposons qu'elle est le moyen empêchant la violence émanant des groupes intégristes qui menacent la sécurité internationale.

I.2 – « Intégrisme islamique »

I.2.1 – Historique, modèles et définitions de « l'intégrisme islamique »

Tout comme pour la « démocratie », tenter de définir « l'intégrisme islamique » n'est pas une tâche facile. A la multitude d'appellations que nous pouvons rencontrer dans les écrits spécialisés et dans la presse, l'Islam politique exprime une multitude de tendances, de variantes et d'expériences relatives à des contextes divers.⁸⁴ Cette diversité a déjà existé dans l'histoire et est de plus en plus difficile à saisir de nos jours. En effet, T. Ramadan nous apprend que « les dynamiques qui traversent l'importante production intellectuelle dans le monde islamique contemporain sont complexes et très souvent contradictoires ».⁸⁵ Ceci nous incite à beaucoup de prudence et d'attention dans la manipulation de nos concepts et des termes utilisés.⁸⁶

Mais avant d'aller plus loin, et par souci de clarté, nous voulons préciser quelques termes rapidement. Par « islamisme », nous entendons l'Islam politique

⁸⁴ A la page 5 de son ouvrage, *The Islamic Threat: Myth or Reality?*, J. L. Esposito nous parle des études de cas réalisées dans son livre de la manière suivante : “*Case studies of Muslim countries and Islamic movements will demonstrate the diversity in geography, politics, ideological and organizational orientation, tactics, and foreign policy of the Islamic resurgence*”. De plus, Tariq Ramadan, dans son ouvrage, *Aux sources du renouveau musulman*, nous met en garde du danger d'une démarche favorisant l'amalgame : « Observant le monde musulman, on parle aujourd'hui, noyé dans une inflation prodigieuse de la terminologie, de l'intégrisme, du fondamentalisme, du néo-fondamentalisme, de l'Islam politique, de l'islamisme, du radicalisme, de l'extrémisme militant, sans toujours savoir ce que recouvrent ces termes ou sans avoir pris le temps de définir leur portée conceptuelle. » (p. 33).

⁸⁵ T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, p. 19.

⁸⁶ J. L. Esposito nous apprend que tel n'est pas le cas aujourd'hui : “...*distinguishing between a religious or ideological alternative or challenge and a direct political threat requires walking the fine line between myth and reality, between the unity of Islam and the diversity of its multiple and complex manifestations in the world today, between the violent actions of the few and the legitimate aspirations and policies of the many. Unfortunately, American policymakers, like the media, have too often proved surprisingly myopic, viewing the Muslim world and Islamic movements as a monolith and seeing them solely in terms of extremism and terrorism*”, (*The Islamic Threat*, p. 5).

contemporain, une forme de pensée qui part du religieux et qui a des prétentions et des objectifs s'étendant aux domaines politique, social et individuel.⁸⁷ En ce sens, il ne faudrait pas confondre « l'islamisme » et « l'intégrisme islamique ».⁸⁸ Ce dernier peut être défini comme une expression violente, une radicalisation, de certains courants qui ont eu, et qui ont toujours, cours dans l'Islam. Dans ce cas, le courant de pensée lui-même, et *a fortiori* l'Islam en général, ne peut pas être tenu comme responsable de cette violence. Il s'agit plutôt d'une interprétation particulière, ayant lieu dans un contexte particulier – même si à l'échelle de la planète, il semblerait que « l'intégrisme islamique » véhicule les mêmes valeurs et mène le même combat, ce qui signifierait qu'il n'est pas dépendant d'un contexte particulier mais qu'il est intrinsèque à la religion musulmane – qui donne comme résultat la violence. C'est cet « intégrisme islamique » précisément, notre variable dépendante, que nous essayerons de comprendre. Pour ce faire, il nous faudra tracer l'historique, les origines et les grandes lignes de pensée de l'Islam politique. Nous diviserons ce bref survol en deux grandes parties : le traditionalisme et le réformisme. Ceci, nous en sommes conscients, ne rendra pas justice à la profondeur et à la richesse de l'Islam politique. Cependant, et pour des raisons pratiques, nous allons devoir schématiser en ne s'arrêtant qu'à l'essentiel pour garder notre travail le plus clair et le plus concis possible.

⁸⁷ J. L. Esposito, G. Fuller, M. Kramer & D. Pipes (1999): "Is Islamism a Threat? A Debate", *Middle East Quarterly*, December 1999, p. 1. Cet article est disponible sur internet à l'adresse suivante : <http://www.meforum.org/article/447>.

⁸⁸ T. Ramadan nous apprend que malgré le fait que les intégristes soient minoritaires, ce sont eux qui sont au devant de la scène puisqu'ils ont recours aux armes. De plus, « les gouvernements, en se présentant comme les gardiens des libertés face à la folie meurtrière des « islamistes » ou des « fous de Dieu », justifient leur présence et leur gestion politique. Dans le même temps, ils entretiennent délibérément la confusion en faisant l'amalgame entre toutes leurs oppositions « islamistes » ou

I.2.1.A – Le traditionalisme

Le traditionalisme est un des premiers courants apparus dans l'Islam politique.⁸⁹ Il appartient à la période « pré-moderne » et son père fondateur est Muhammad Ibn 'Abd Al-Wahhab.⁹⁰ Inspiré par la pensée de Taqī ad-Din Ahmad Ibn Taymiyya, Ibn 'Abd Al-Wahhab a voulu réformer la société musulmane qui était laxiste et décadente de l'intérieur.⁹¹ Cette société, ayant ajouté des pratiques étrangères et des innovations (*bida'*) impropres à l'Islam, est en déclin à tous les niveaux : politique, économique et religieux. La solution est donc, selon Ibn 'Abd Al-Wahhab, un retour à l'Islam véridique et pur.⁹² Seul un « retour à la foi purifiée de tous les types de polythéisme permettra un réveil des musulmans ». ⁹³ Pour joindre la

« intégristes » qui toutes seraient violentes. La réalité est toute autre et le débat politique est tronqué en ses racines. » (*Aux sources du renouveau musulman*, pp. 28-29).

⁸⁹ T. Ramadan classe ce courant dans la pensée réformatrice (*Aux sources du renouveau musulman*, pp. 40-45). Sans vouloir remettre en doute les choix de cet auteur, et bien que ce courant s'inscrit dans le cadre du réformisme, nous croyons qu'il serait plus clair de donner l'appellation « traditionalisme » à ce courant conservateur, pour des raisons contextuelles, notamment parce qu'il met de l'avant la notion de *taqlid* (imitation). Par ailleurs, tout comme le fait B. Lewis dans son article "Islam and Liberal Democracy" (Voir la note 42), J. L. Esposito croit que le terme fondamentalisme, bien qu'il soit de plus en plus utilisé, ne reflète pas adéquatement la réalité musulmane, "For a number of reasons it tells us everything and yet, at the same time, nothing. First, all those who call for a return to foundational beliefs or the fundamentals of a religion may be called fundamentalist...Second, our understanding and perceptions of fundamentalism are heavily influenced by American Protestantism...Third, 'fundamentalism' is often equated with political activism, extremism, fanaticism, terrorism, and anti-Americanism...I regard 'fundamentalism' as too laden with Christian presuppositions and Western stereotypes, as well as implying a monolithic threat that does not exist; more fitting general terms are 'Islamic revivalism' or 'Islamic activism,' which are less value-laden and have roots within the Islamic tradition. Islam possesses a long tradition of revival (*tajdid*) and reform (*islah*) which includes notions of political and social activism dating from the early Islamic centuries to the present day" (*The Islamic Threat*, pp. 7-8).

⁹⁰ "Muhammad ibn Abd al-Wahhab (1703-92) was the son of a learned jurist and theologian. He was educated at Mecca and Medina in Hanafi and Shafii law. He studied with teachers of the Hanbali school, the strictest of the Sunni law schools, and took Ibn Taymiyyah (d 1328) as his exemplar"; J. L. Esposito (1984): *Islam and Politics*, Syracuse University Press, pp. 33-34.

⁹¹ J. L. Esposito nous apprend que plusieurs autres mouvements qui ressemblent à celui-là ont vu le jour dans cette période de l'Histoire et à différents endroits à l'extérieur du Moyen-Orient (*The Islamic Threat*, p. 50).

⁹² T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, p. 40; J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, p. 50 et *Islam and Politics*, p. 34.

⁹³ T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, p. 41. Cependant, alors que T. Ramadan voit en ce retour aux sources un acte réformateur puisqu'il ne s'arrête pas sur la lecture juridique

parole aux actes, Ibn ‘Abd Al-Wahhab s’allia au chef tribal Muhammad Ibn Sa’ud et ce fut la naissance du mouvement wahhabite. Cette alliance se traduisit plus tard par la création de l’Arabie Saoudite actuelle qui fut unifiée sous la bannière de ce mouvement. Cette unification occasionna des confrontations sanglantes entre les tenants de ce mouvement et ceux qui n’étaient pas fidèles aux enseignements du Coran et à l’exemple du Prophète. Ces derniers étaient considérés comme des non-croyants.⁹⁴

Bien que n’appartenant pas à l’ère moderne, ce premier courant de l’Islam politique eut beaucoup d’impact sur les groupes islamistes contemporains. En ce sens, ce mouvement traditionaliste a engendré des versions radicales de l’islamisme menant à « l’intégrisme islamique » aujourd’hui.⁹⁵ J. L. Esposito nous résume les principales idées et croyances de ces groupes :

“The key ideological components of their program were:

- (1) Islam was the solution;*
- (2) A return to the Quran and the Sunnah (model, example) of the Prophet was the method;*
- (3) A community governed by God’s revealed law, the Sharia, was the goal; and*
- (4) All who resisted, Muslim or non-Muslim, were enemies of God. Members of the community, like the early Muslims of the seventh century, were trained in piety and military skills as these movements spread God’s rule through preaching and jihad”.*⁹⁶

traditionnelle, J. L. Esposito voit la même chose en insistant un peu plus sur l’interprétation littérale du Coran ; *Islam and Politics*, p. 35.

⁹⁴ J. L. Esposito, *Islam and Politics*, p. 34.

⁹⁵ Ceci ne veut pas dire, selon T. Ramadan, que ce courant de pensée était violent : « Certes, il ne faut pas nier que son intervention réalisée en Arabie fut souvent le fait d’une entreprise guerrière durant laquelle il s’est attaqué, parfois violemment, à tous ceux qui refusaient de le suivre et en particulier à ceux qui développaient le culte des saints ; mais il n’en demeure pas moins que les motivations de son entreprise étaient nourries, à l’image de l’enseignement d’Ibn Taymiyya, par une volonté de renouveau et de libération » (*Aux sources du renouveau musulman*, pp. 40-41).

Les attentats du 11 septembre 2001 nous ont amené un exemple de cet « intégrisme islamique » à fondement traditionaliste. Il s'agit du groupe terroriste *Al Qaeda* qui s'inspire de la pensée wahhabite pour justifier son action.⁹⁷ En ce sens, tout en l'employant dans un contexte historique qui ne lui est pas nécessairement approprié et en la radicalisant, ce groupe ne nous semble pas fidèle à la pensée originale.

I.2.1.B – Le réformisme

a) Le réformisme moderne

Le deuxième courant apparu dans l'Islam politique est le réformisme.⁹⁸ Ce courant se différencie du traditionalisme par le fait d'appartenir à l'ère moderne de

⁹⁶ J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, p. 50.

⁹⁷ P. Berman, dans son article "The Philosopher of Islamic Terror", relie les actes et la pensée d'*Al Qaeda*, au radicalisme exprimé par l'Égyptien Sayyid Qutb et à celui des *Al-Ikhwan al-muslimun*. Or, T. Ramadan nous apprend que la pensée de Sayyid Qutb, n'est pas un reflet authentique de celle de Hassan al-Banna, fondateur des *Al-Ikhwan al-muslimun*. En effet, selon T. Ramadan, l'ouvrage principal de Sayyid Qutb, *Ma'alim fi at-tariq*, (Jalons sur la route) a été « écrit en prison et sa pensée avait été fortement influencée par cette situation ». En ce sens, on peut y « déceler une radicalisation de la pensée qui s'éloignait des textes d'al-Banna ». Mais, même avant d'être en prison, « sa pensée présentait, déjà, une posture théorique différente d'al-Banna dont il connaît encore mal la pensée » (*Aux sources du renouveau musulman*, p. 417). Quant à Q. Wiktorowicz et J. Kaltner, ils pensent que *Al Qaeda* est un groupe salafî : "A small, radical fringe in the Salafî community argues that it is an Islamic duty to use violence to remove leaders who do not properly follow or enforce Islam. Known as jihadis, these Salafis do not reject the other methods, but they do emphasize the necessity of violence. *Al-Qaeda is part of this group*" (p. 78). Finalement, le numéro spécial du magazine *The Economist*, "In the name of God. A survey of Islam and the West" relie, lui aussi, le mouvement *Al Qaeda* à la pensée de Sayyid Qutb. En effet, à la page 4 de ce document, nous sommes informés que "A straight line connects Qutb's letter from prison to the ideas of Mr bin Laden and his followers in al-Qaeda". Cependant, un peu plus tôt dans le texte, les auteurs font remonter les idées de Qutb jusqu'à Ibn Taymiyya et Ibn 'Abd Al-Wahhab, deux traditionalistes et non réformistes, dans le propre sens du terme, ce qui constitue, à notre avis, une confusion et un amalgame.

⁹⁸ Tout comme pour les traditionalistes, J. L. Esposito classe ce mouvement dans la plus grande catégorie du "renewal revival, and reform" (*The Islamic Threat*, p. 49). Cependant, cette variante correspondrait chez lui à ce qu'il appelle "Islamic modernism" (*The Islamic Threat*, pp. 55-62 et *Islam and Politics*, pp. 44-51). Quant à T. Ramadan, il appelle les tenants de ce courant, en Arabe, *Mujaddidun wa Islahiyyun* (littéralement, « rénovateurs et réformateurs »), mais aussi, « réformistes légalistes » ou, tout simplement, « réformistes » (*Aux sources du renouveau musulman*, pp. 22 et 29).

l'Islam politique et, surtout, par le fait de constituer une réponse aux défis de l'Occident et de son colonialisme.⁹⁹ En effet, dès le XIXe siècle, l'expansion européenne mit le monde musulman sur la défensive. Alors que le défi premier de l'Islam durant les XVIIIe et XIXe siècles était interne (régime corrompu, décadence de la société, pratiques étranges à l'Islam), le danger que constituait l'Occident allait s'exprimer vers la fin du XIXe et le début du XXe siècle. Ceci allait se manifester aux niveaux politique, économique, moral et culturel.¹⁰⁰ C'est surtout le colonialisme qui allait constituer la menace la plus sérieuse à l'identité et à la foi musulmanes.¹⁰¹ Face à cette menace et à ces défis, les réformistes cherchèrent, « en s'appuyant sur les références musulmanes, à relever le défi de vivre en phase avec l'époque ». ¹⁰² Tel fut le cas des deux précurseurs de ce courant : Jamal ad-Din al-Afghani et Muhammad 'Abduh.¹⁰³

Même si l'origine nationale d'al-Afghani n'était pas claire, il est sûr que sa pensée constitue un des fondements essentiels du réformisme islamique et du nationalisme musulman.¹⁰⁴ Cette pensée fut développée, aux niveaux intellectuel et

⁹⁹ Quatre réponses de l'Islam à l'Occident sont identifiées par J. L. Esposito : "*rejection, withdrawal, secularism and westernization, and Islamic modernism*" (*The Islamic Threat*, pp. 53-62). La première consiste en un refus de la situation et donc en un combat sacré avec l'agresseur (*jihād*). La deuxième réponse est une imitation de l'exemple du Prophète quand il a quitté la Meque, soit l'émigration (*hijra*). La troisième est celle de suivre l'exemple de l'Occident (elle sera abordé un peu plus en détail dans le texte). Finalement, la quatrième constitue une réponse entre les traditionalistes et les séculiers. Ainsi, "*Islamic modernists incorporated the internal community concerns of eighteenth-century revivalism with the need to respond to the threat of European colonialism and the demands of modernity*", p. 55.

¹⁰⁰ J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, p. 51.

¹⁰¹ J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, p. 52.

¹⁰² T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, p. 22.

¹⁰³ T. Ramadan les qualifie des « deux plus importants précurseurs du réformisme contemporain » (*Aux sources du renouveau musulman*, p. 24). Nous voulons souligner ici que nous gardons le qualificatif contemporain pour des penseurs plus récents. Pour les raisons de cette recherche, nous qualifierons ces deux penseurs de modernes.

¹⁰⁴ « La vie, la personnalité et l'affiliation à une école de pensée islamique (sunnite ou chiite) de Jamal ad-Din al-Afghani (1838-1897) ont fait l'objet de nombreuses recherches et ont donné lieu à d'innombrables polémiques. Pour les uns, ... il paraît clair qu'al-Afghani était d'origine afghane et de

social, par son élève, Muhammad ‘Abduh (1849-1905).¹⁰⁵ Les idées de ces deux penseurs reflétaient une sorte d’admiration et un certain rejet de l’Occident en même temps. *“Islamic modernism, like much of the modern Muslim response to the West in the twentieth century, had an ambivalent attitude toward the West, a simultaneous attraction and repulsion. Europe was admired for its strength, technology, and political ideals of freedom, justice, and equality, but often rejected for its imperialist goals and policies”*.¹⁰⁶ En ce sens, ces penseurs affirmaient la compatibilité de l’Islam avec les idéaux occidentaux. Il refusaient aussi l’imitation aveugle du passé (*taqlid*) et voulaient réinterpréter l’Islam (*Ijtihad*) en prenant compte des conditions et des défis de la modernité.

Ceci mena à un discours qui défiait autant l’Europe colonialiste que les autorités musulmanes figées. T. Ramadan résume bien les idées directrices de la pensée d’al-Afghani, par les trois points suivants :¹⁰⁷

1-Un nécessaire retour aux sources du Coran et de la Sunna, avec le souci d’engager une interprétation en phase avec l’époque (il s’agit clairement de lutter contre le traditionalisme et la lecture littéraliste étroite);

2-Penser et organiser la résistance face au colonialisme politique, économique et culturel afin de préserver l’identité musulmane (opposition à l’ingérence et à l’occidentalisation);

3-Elaborer une stratégie de type social ou politique qui puisse préserver l’unité de la umma ou, dans un premier temps, empêcher

tradition sunnite; pour les autres, ...il paraît moins évident que ledit « Afghani » était en fait persan et shiite » (*Aux sources du renouveau musulman*, p. 50). Et aussi, J. L. Esposito, *Islam and Politics*, p. 45.

¹⁰⁵ J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, p. 57.

¹⁰⁶ J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, p. 55.

¹⁰⁷ T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, p. 36.

*l'asservissement accentué par la division (en ce sens, la pensée est d'abord clairement politique, et deviendra sociale plus tard).*¹⁰⁸

Ces lignes de conduite seront à la base du réformisme contemporain de Hassan al-Banna et des mouvements réformateurs comme *Al-Ikhwan al-muslimun*. Cependant, avant de rendre compte de la continuité de cette pensée réformiste dans l'Islam politique contemporain, il nous faudra nous arrêter sur une sorte de réformisme différent : le réformisme laïc.

b) Le réformisme laïc

Le réformisme laïc est un courant de pensée qui a accompagné le réformisme moderne de sa naissance à ses ramifications dans le réformisme contemporain. Son existence est justifiée par la menace que représentait l'Occident en général et le colonialisme en particulier. Cependant, du fait qu'il est laïc, ce courant de pensée ne peut pas être classé parmi les variantes de l'Islam politique. Si nous en parlons ici, c'est parce qu'il constitue l'antagoniste parfait du mouvement traditionaliste et parce que ce mouvement forme le pendant séculier du réformisme islamique moderne.¹⁰⁹ En ce sens, les tenants de ce courant étaient des admirateurs de l'Occident et prônaient, comme réponse à sa menace, de copier son modèle et de l'imiter dans son sécularisme, mais aussi dans son nationalisme. C'est de cette manière que l'on comprendra la pensée de Taha Hussein et de 'Ali 'Abd ar-Razeq.¹¹⁰

¹⁰⁸ J. L. Esposito rejoint T. Ramadan sur l'importance de ces thèmes dans la pensée d'al-Afghani et des réformistes après lui : "These themes of anti-imperialism, Arab unity, Pan-Islam (Islamic solidarity), and constitutionalism were a major part of his legacy" (*The Islamic Threat*, p. 56).

¹⁰⁹ "In many ways, the secular drift... is symptomatic of the mixed legacy of Islamic modernism. It was both success and failure" (J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, p. 61).

¹¹⁰ J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, p. 61 et T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, pp. 19-22. Certains penseurs comme 'Ali 'Abd ar-Razeq prônaient la séparation entre le politique et le

c) Le réformisme contemporain

Ce courant est né, dans les années 30 à 40 avec la fondation du mouvement *Al-Ikhwān al-muslimūn* en Égypte, par Hassan al-Banna. Suite à l'échec des tentatives de l'imitation de l'Occident, et suite à la continuation de l'expérience coloniale, le réformisme islamique a durci son discours anti-occidental. En ce sens, les tenants de ce courant puisaient dans les sources que sont al-Afghani et 'Abduh tout en étant moins conciliants.¹¹¹ Ni le capitalisme de l'Ouest, ni le marxisme de l'Est n'avaient amené des solutions à la société musulmane. La troisième voie, l'alternative, était l'Islam.

Avec les répressions des régimes autoritaires – comme celui de Nasser en Égypte – la tension va augmenter entre les islamistes et le pouvoir. Prêchant, au début, l'action sociale pacifique, certaines parties de ce courant allaient se radicaliser et prôner l'utilisation de la force. Déçues et par les gouvernements en place et par l'Occident pour son appui à Israël – un autre acte perçu comme colonial – et aux gouvernements répressifs et autoritaires, la seule voie à adopter pour ces parties était la violence. C'est dans cette lignée que s'inscrit Sayyid Qutb (dont nous allons aborder sommairement la pensée au chapitre II), et c'est de cette manière que le réformisme contemporain peut aboutir – tout comme le traditionalisme – à « l'intégrisme islamique ».

religieux. T. Ramadan surnomme ce courant de « réformisme islamique libéral », en lui adressant la critique de partir des concepts et des termes occidentaux pour faire référence à des réalités musulmanes. Ceci, selon T. Ramadan, même si ça facilite le travail des occidentaux, crée une distorsion de la réalité rapportée et conséquemment de leur compréhension.

¹¹¹ J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, p. 69.

I.2.2 – Indicateurs de « l'intégrisme islamique »

Comme nous l'avons vu précédemment, « l'intégrisme islamique » reflète un état spécifique dans l'Islam politique. Nous allons tenter de saisir cette radicalisation à travers deux indicateurs qui se manifestent concrètement : le discours et les actes.

I.2.2.A – Le discours

Depuis le début, avec la pensée d'al-Afghani, les objectifs et les croyances des islamistes se sont manifestés à travers le discours. Plus encore, dans le contexte égyptien, le discours islamiste a été utilisé comme une réponse à la défaite militaire de 1967 face à Israël mais aussi, comme une réponse à la crise sociale et économique qui affectait l'Égypte depuis l'indépendance.¹¹² Ce discours avait pour but de rendre non crédible tout opposant et de s'établir comme référence absolue. En ce sens, c'était un moyen de lutter contre la situation « décadente » de l'Égypte et de résister les « infidèles ». En utilisant des références du *Hadith* et du Coran, ce discours se proclamait comme étant une vérité absolue.¹¹³ Ceux qui reçoivent cette parole, à travers les sermons et les pamphlets, ont pour devoir de savoir et de faire, ici et maintenant.¹¹⁴ L'Islam étant une religion d'État en Égypte, ce discours était accessible et à portée de tous. Il constitue, par ailleurs, un prélude aux actes.

Ce travail consiste donc en une recension et une analyse des discours des « intégristes » avant et durant le processus démocratique. Ceci nous permettra de vérifier jusqu'à quel point nous pouvons déceler une agressivité et une menace contre l'Occident et la sécurité internationale, ou bien un ton « conciliant » encourageant la

¹¹² S. Ismail, "Radical Islamism in Egypt: Discursive Struggle", p. 1.

¹¹³ S. Ismail, "Radical Islamism in Egypt: Discursive Struggle", p. 17.

participation pacifique dans le processus démocratique. Il nous faudra donc noter et analyser l'existence d'une variation de leurs discours en se concentrant surtout sur les menaces de violence, contenues dans ces discours, et dirigées contre l'Occident et ses alliés de la région. De plus, il nous faudra être attentif à la possibilité de l'existence de critiques dans ce discours, critiques relevant néanmoins de la « normalité » d'une saine participation démocratique. En ce sens, si le discours contient des critiques cinglantes à l'endroit du gouvernement ou de l'Occident sans pour autant inciter à la violence ou à la haine, nous considérons ce discours comme faisant partie des règles du jeu démocratique.

I.2.2.B – Les actes

Il s'agit ici de saisir comment l'attitude et le discours des « intégristes » se manifestent matériellement. Comme nous l'avons vu un peu plus haut, le discours des intégristes est souvent une introduction à l'acte. C'est un processus d'évaluation (des politiques, des mœurs, etc.) et de prescription.¹¹⁵ Nous procéderons donc à travers une recension des activités terroristes perpétrées et/ou revendiquées par les « intégristes » en Égypte contre des ressortissants ou des intérêts occidentaux (attentats à l'interne et à l'externe, enlèvement de ressortissants étrangers, destruction de biens étrangers). Ce faisant, nous pourrions vérifier jusqu'à quel point la démocratie diminuera la menace à la sécurité internationale. Néanmoins, notre travail ne devrait pas s'arrêter là. Pour pouvoir rendre compte de la variation dans les actes des groupes intégristes, il nous faudra recenser et commenter leurs actes

¹¹⁴ S. Ismail, "Radical Islamism in Egypt: Discursive Struggle", p. 17.

¹¹⁵ S. Ismail, "Radical Islamism in Egypt: Discursive Struggle", p. 17.

« accommodants ». En ce sens, leur réceptivité au processus démocratique doit être prise en compte autant que leur refus. Ceci implique que l'étude de leurs actes comporte deux volets : la violence, mais aussi la participation pacifique au processus démocratique.

Par ailleurs, en notant les actes violents des intégristes, il nous faudra être vigilant quant à la possibilité de l'exercice de la violence à l'externe, pour atteindre des objectifs à l'interne. En ce sens, il se pourrait que certaines factions islamistes utilisent la violence et le discours anti-occidentaux comme moyen de chantage en face du gouvernement en place. Dans ces cas précis, et même si le résultat est toujours le même, la violence intégriste est plus liée au contexte interne qu'à une revendication concernant l'Occident.

Chapitre II

Étude de cas : l'Égypte

L'étude du cas égyptien constitue une occasion intéressante pour observer les dynamiques ayant lieu entre un régime autoritaire qui emprunte la voie du processus démocratique et les réactions d'un groupe islamiste actif. Cependant, cette étude de cas, même si elle nous fournit certaines lignes directrices sur le sujet en général, ne peut pas constituer un modèle d'application généralisable sur l'ensemble des pays de la région que sous certaines conditions. À l'intérieur d'une compréhension large du problème, il faudrait se rappeler toujours des particularités du contexte.

Nous allons donc aborder le cas égyptien en présentant une justification brève du choix de ce cas en premier lieu, et en retraçant un aperçu historique menant à l'étude de cas proprement dite. Cette dernière s'articulera autour de deux étapes : le règne du Président Sadate (1970-1981) et celui du Président Moubarak (1981-...). Tout en repassant les principaux événements marquants des deux règnes, nous nous attarderons particulièrement sur les ouvertures démocratiques de ces deux régimes et sur les réponses islamistes. Pour ce faire, nous prendrons en compte nos indicateurs déjà mentionnés dans le chapitre précédent et nous vérifierons dans quelle mesure la « démocratie » s'est vraiment établie dans ce pays, et de quelle façon les islamistes ont répondu.

II.1 – Le cas égyptien : justification

Comme nous l'avons mentionné lors de notre introduction, nous avons choisi l'Égypte, comme cas empirique pour vérifier notre hypothèse. Ce choix est justifié, selon nous, par le fait que l'État égyptien a eu une expérience d'ouverture démocratique, à des degrés et à des moments différents. Ce facteur vient donc satisfaire la première condition nécessaire à la conduction de notre recherche, à savoir, l'expérience démocratique. Par ailleurs, l'État égyptien a été, et est toujours, aux prises avec des groupes intégristes islamiques. Pour les besoins de cette recherche, nous nous pencherons sur les « Frères musulmans » en Égypte, le groupe phare de l'Islam politique moderne. Ce groupe a donné naissance à d'autres mouvements semblables partout dans le monde musulman. Il a, par ailleurs, été à la base d'une diversification et d'une ramification au sein même de la société égyptienne. Certaines factions de ce mouvement ont eu recours à la violence et ont, par le fait même, de par certains de leurs actes, porté atteinte à la sécurité internationale. Ce deuxième facteur vient donc satisfaire la deuxième condition nécessaire à notre recherche : la violence émanant de « l'intégrisme islamique ».

Quant à la période qui sera traitée dans notre recherche, elle part de l'année 1970 et s'étend jusqu'à nos jours. Nous avons choisi l'année 1970 parce qu'elle marque le début du règne du Président Sadate. La présidence de Sadate fut marquée par des ouvertures économiques (*Infitah*) et démocratiques et par des violences islamistes. De plus, en 1979, la signature du traité de paix avec Israël, acte considéré par les islamistes comme un prolongement du colonialisme occidental, allait pousser le régime autoritaire populiste de l'Égypte à entreprendre des ouvertures démocratiques pour répondre à la contestation violente réservée par les islamistes à

cet accord.¹¹⁶ Dans le même sens, la période suivante, celle du Président Moubarak, comporte, elle aussi, des actes d'ouverture démocratique de la part du régime et des actes de violence de la part des islamistes. La table est donc mise pour procéder à la vérification de notre hypothèse.

Finalement, nul ne peut ignorer le rôle central de l'Égypte au Moyen-Orient. Que ce soit au niveau politique, religieux ou culturel, l'Égypte a toujours constitué – et constitue toujours – un passage obligé pour les études moyen-orientales. De plus, le rôle de l'Égypte a toujours été central dans l'influence et les changements qu'elle inspira, ou qu'elle força, dans le reste des pays arabes surtout durant la période de Nasser.¹¹⁷ Il en est de même pour le groupe islamiste égyptien *Al-Ikhwān al-muslimun* (les *Frères Musulmans*) qui constitua une inspiration idéologique et organisationnelle pour plusieurs groupes à travers le monde musulman.¹¹⁸

¹¹⁶ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 304.

¹¹⁷ À cet effet, il serait utile de consulter l'ouvrage de W. L. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, de la page 293 jusqu'à la page 335, et celui de J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, aux pages 71 à 73 pour comprendre l'étendue de l'influence égyptienne.

¹¹⁸ T. Y. Ismael et Ismael J. S., *Government and Politics in Islam*, p. 62; J. L. Esposito et Voll J. O., *Islam and Democracy*, p. 173.

II.2 – Aperçu historique

Bien que son système politique présentait certains aspects d'un régime démocratique libéral qui acceptait le multipartisme entre 1922 et 1952, il n'en demeure pas moins que l'Égypte expérimentait de multiples difficultés et ce, à plusieurs niveaux.¹¹⁹ Ces difficultés prirent de l'ampleur surtout durant la période suivant la Deuxième Guerre Mondiale.¹²⁰ Aux crises sociales et économiques qui secouaient le pays, la crise politique accentuait le climat de bouillonnement qui régnait au niveau des classes populaires.

En effet, l'écart entre les riches et les pauvres ne cessait de s'accroître. Ceci se manifestait à travers la concentration de la propriété terrienne entre les mains de quelques propriétaires. Ainsi, en 1952, aussi peu que 0.4 % des propriétaires terriens ne possédaient pas moins que 35 % des terres cultivables, tandis que 94 % de ces propriétaires possédaient, à peine, 35 % de ces terres.¹²¹ Cette situation mena à l'enrichissement constant des grands propriétaires aux dépens des petits propriétaires qui étaient obligés de vendre leurs parcelles de terre pour régler leurs dettes. Par ailleurs, la situation sociale, elle aussi, était une source de tension. La disparité économique se reflétait dans une inégalité sociale évidente. La scission entre les riches et les pauvres se manifestait par une aliénation croissante des masses.

En plus des crises économique et sociale, le pays était en proie à une situation politique conflictuelle. Les ressentiments nourris par la population envers les élites gouvernantes n'épargnaient pas le Roi Farouk lui-même. Ce dernier n'inspirait pas la

¹¹⁹ Concernant ce sujet, il serait utile de consulter B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, à la page 47 et W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, aux pages 193-201.

¹²⁰ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 293.

¹²¹ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 294.

loyauté et le respect à ses sujets à cause de son comportement scandaleux et parce que l'opinion publique égyptienne l'associait à l'humiliante défaite encaissée par l'Égypte lors de la première guerre israélo-arabe en 1948-1949.¹²²

Finalement, l'ingérence britannique et l'état très incertain de l'indépendance du pays compliquaient encore plus la situation. En effet, dès la Première Guerre Mondiale, les Britanniques, qui avaient occupé le pays depuis 1882 et qui l'avaient placé sous protectorat en 1914, accentuèrent leur emprise sur l'Égypte de manière agressive. Ceci entraîna des ressentiments envers l'occupation et encouragea les demandes d'indépendance.¹²³ En 1922, l'Égypte gagna une indépendance partielle, et adopta une Constitution en 1923 tout comme un système de parlement « libéral ». À la tête de l'État se trouvait le Roi. Cependant, le cours des événements prouva que les Britanniques étaient encore les maîtres du pays. Le Roi était sous haute influence britannique, la Constitution n'était appliquée que rarement et les décisions importantes revenaient au Haut-commissaire britannique.¹²⁴ Cette situation d'influence et d'ingérence demeura la règle jusqu'à la prise de pouvoir par Nasser.¹²⁵

Au lieu de s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux, l'élite gouvernante – elle-même une des causes de ces problèmes puisque propriétaire terrienne – profitait de la situation pour s'enrichir encore plus et pour asseoir sa notoriété économique et sociale. Le ressentiment envers cette situation, prenant place au tout début dans les régions rurales, se répandit peu à peu dans les milieux urbains. Au Caire et à Alexandrie, les ouvriers et les étudiants universitaires, vivant dans des

¹²² W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, pp. 293-294.

¹²³ S. Botman, *Egypt: from Independence to Revolution, 1919-1952*, p. 25.

¹²⁴ S. Botman, *Egypt: from Independence to Revolution, 1919-1952*, p. 35.

¹²⁵ Nous fournirons plus de détails sur ce sujet un peu plus tard dans cette section.

conditions précaires, commencèrent à organiser des manifestations contre les gouvernements en place et surtout contre les Britanniques.¹²⁶ La tension ne cessa de s'accroître devant l'incapacité des gouvernements à stabiliser la situation et à introduire des solutions durables et efficaces.

Dans ce climat de tension, de bouillonnement et d'incertitude régnant en Égypte, le mécontentement populaire rencontra une sorte d'écho dans les idées d'un groupe islamiste : les *Frères Musulmans*. Fondée en 1928, par un instituteur égyptien, Hassan al-Banna, et six de ses compagnons, cette organisation voulait faire face à certaines réalités : « Sur le plan interne, le monde islamique, soumis à la partition, avec ses sociétés en crise et ses gouvernements nationaux sous tutelle, est plus que jamais en décomposition sur les quatre plans politique, économique, social et culturel ».¹²⁷ Sur le plan externe, la « déclaration Balfour » qui allait mener à la création de l'État d'Israël, l'eupéanisation et la laïcisation de la Turquie de Mustafa Kemal et la montée en puissance du fascisme et national-socialisme composèrent les principales préoccupations de cette organisation.¹²⁸ Pour trouver des réponses à ces défis faisant face aux sociétés musulmanes, en général, et à la société égyptienne, en particulier, al-Banna proposa de suivre la ligne de pensée réformatrice qui amène une lecture et une compréhension de l'Islam, en phase avec son temps. L'attraction que représentait ce groupe allait en croissant et ses sympathisants provenaient de toutes les classes sociales. L'explication de cette attraction peut résider dans le fait que les *Frères Musulmans* prônaient l'indépendance nationale, la préservation des valeurs

¹²⁶ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 294.

¹²⁷ T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, pp. 173-174.

¹²⁸ T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, p. 174.

islamiques et la réforme sociale.¹²⁹ Dans ce monde changeant où les relations de toutes sortes devenaient de plus en plus complexes, l'indépendance nationale faisait appel aux sentiments de fierté et liberté des Égyptiens, les valeurs islamiques représentaient une sorte de stabilité et un havre de paix où se réfugier, tandis que la promesse des réformes sociales constituait l'espoir de la participation dans l'avenir incertain du pays. C'est de cette manière que les *Frères Musulmans* allaient se constituer comme l'une des forces sûres de la scène politique égyptienne.¹³⁰ Ainsi, à la fin des années 1940, cette organisation comptait plus de 500,000 membres réguliers et beaucoup plus de sympathisants.¹³¹

Dans les années suivant la Deuxième Guerre Mondiale, les membres militants des *Frères Musulmans* s'engagèrent dans une campagne de violence contre les étrangers, les installations commerciales étrangères et les responsables égyptiens considérés comme des complices de l'impérialisme britannique.¹³² Cette violence s'inscrivait dans le sillon de la tendance populaire générale visant à débarrasser l'Égypte des Britanniques et des élites corrompues. En voulant limiter la capacité d'action de cette organisation et mettre fin à ses activités, le Premier ministre de l'époque, Mahmoud Fahmi al-Nuqrashi, fut assassiné. La répression menée alors par l'État égyptien aboutit à la mort de Hassan al-Banna lui-même en 1948.¹³³

¹²⁹ Pour plus de détails, il serait utile de consulter les ouvrages de T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, pp. 173-174 et de W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, pp. 197 et 294.

¹³⁰ O. Carré et G. Michaud, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, pp. 21-22 et W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 197.

¹³¹ O. Carré et G. Michaud, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, pp. 35-36 et W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 294.

¹³² T. Y. Ismael et J. S. Ismael, *Government and Politics in Islam*, p. 69; W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 294.

¹³³ Certains auteurs parlent plutôt d'assassinat par la police secrète égyptienne. Tel est le cas de O. Carré et G. Michaud dans leur ouvrage, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, p. 33 et de T. Y. Ismael et J. S. Ismael, dans leur ouvrage, *Government and Politics in Islam*, p. 73. Notre objectif étant de relater

Dans les années qui suivirent, les demandes nationalistes se faisaient pressantes les soulèvements populaires de plus en plus fréquents. Ces soulèvements occasionnèrent de la violence envers les étrangers, notamment les Britanniques, et envers les élites égyptiennes. Au début de l'année 1952, des confrontations sanglantes eurent lieu au Caire et la colère de la foule se manifesta par la destruction du quartier des affaires, des propriétés britanniques et des lieux de luxe et d'amusement symboles de la corruption et de l'immoralité des élites égyptiennes.¹³⁴

En juillet 1952, les *Officiers libres* réussirent leur coup d'État. Il s'agissait là d'un groupe de jeunes officiers d'origine modeste, issus des milieux ruraux et se connaissant depuis le début des années 1940. Ces personnes avaient un cheminement de vie normal et ils avaient tous participé aux manifestations anti-britanniques pendant leurs jeunesse. Ayant vécu la défaite contre Israël en 1948 comme une humiliation personnelle, ces officiers considéraient néanmoins qu'elle était causée par la corruption du Roi Farouk, par les politiciens civils et par certains haut placés dans le commandement. Ils considéraient donc qu'il fallait changer la situation politique de l'Égypte et venger le « désastre » de 1948. En 1952, ils étaient présidés par le Général Muhammad Naguib, un des rares officiers égyptiens à être sorti avec une réputation « intacte » de la défaite de 1948.¹³⁵ Cependant, le Colonel Jamal 'Abd an-Nasser (Nasser)¹³⁶ ne tarda pas à devenir le seul maître à bord. Procédant, au début, au cas par cas, le gouvernement révolutionnaire, sous la houlette du charismatique Nasser, ne tarda pas à mettre ses plans et son programme à exécution. Il fallait donc

les faits le plus « objectivement » possible, nous avons choisi le terme « mort » pour éviter toute prise de position dans ce débat.

¹³⁴ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 295.

¹³⁵ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 296.

éliminer les contestataires et les prétendants au pouvoir, tout en mettant en place une nouvelle constitution et en instaurant des réformes pour gagner l'appui populaire.¹³⁷

Au tout début, les *Frères Musulmans* étaient proches de Nasser et coopéraient avec lui. Cette situation peut être expliquée par le fait que leur programme rejoignait celui des *Officiers libres*. Il s'agissait donc de réaliser l'indépendance, d'instaurer des réformes et de réaliser une plus grande justice sociale.¹³⁸ Nasser cherchera même l'appui des *Frères Musulmans* pour réussir la révolution de 1952.¹³⁹ Par ailleurs, même si un des éléments contenus dans le programme gouvernemental des *Officiers libres* était la promotion de la « démocratie », le multipartisme fut aboli.¹⁴⁰ De plus, avec le temps qui passait, les *Frères Musulmans* se rendaient compte que Nasser accentuait de plus en plus son emprise sur le pouvoir. C'est là que la confrontation eu lieu. Échappant à une tentative d'assassinat perpétrée par les *Frères Musulmans* en 1954 Nasser déclencha une vague de répression violente contre les islamistes, mais aussi contre tous les opposants à son pouvoir.¹⁴¹ En ce sens, le régime de Nasser ne se différenciait pas de son prédécesseur et l'ouverture et les réformes promises tardaient à se réaliser et à porter fruits.

Néanmoins, plusieurs points positifs en faveur du régime nassérien sont à noter. Ainsi, que ce soit dans l'exercice de ses fonctions ou dans la constitution, le régime de Nasser a réussi à inclure certains éléments démocratiques comme les

¹³⁶ L'orthographe peut différer selon les auteurs et les langues. Ainsi, certains écriraient Gamal Abd al-Nasser ou Abdel Nasser ou même Nasir.

¹³⁷ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 297.

¹³⁸ J. L. Esposito et J. O. Voll, *Islam and Democracy*, p. 174.

¹³⁹ O. Carré et G. Michaud, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, p. 49 et T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, pp. 175-176.

¹⁴⁰ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 296.

élections et l'égalité (race, sexe, langue et religion).¹⁴² De plus, Nasser réussit à réaliser l'indépendance et à instaurer des réformes agraires permettant un plus grand accès aux ressources pour les paysans. S'ajoutent à cela ses exploits au niveau de la politique étrangère, comme lors de la crise de Suez, qui l'élevèrent au statut de leader incontesté du monde arabe.¹⁴³ En effet, dans un geste de défi envers l'Occident, Nasser décida en 1955 de nationaliser le Canal de Suez et de faire profiter l'Égypte de ses revenus. Cette action fut perçue à travers le monde arabe comme un refus de l'impérialisme et du colonialisme puisque le Canal était opéré par une compagnie française et qu'il servait, surtout, les lignes maritimes anglaises. Cette nationalisation valut à l'Égypte une attaque tripartite incluant Israël, la France et la Grande-Bretagne. Cependant, cette attaque fut condamnée par les États-Unis et l'Union Soviétique, et la pression américaine mena au retrait des forces armées de ces trois pays. Malgré le fait que l'Égypte fut malmenée durant cette attaque, Nasser avait tout d'un héros après le retrait puisqu'il avait tenu tête contre des puissances coloniales.

À l'inverse de ces succès, le régime nassérien a eu son lot de revers. Presque 10 ans après la première répression contre les islamistes et les opposants du régime, Nasser ordonna une autre répression qui mena à l'exécution de Sayyid Qutb, une des figures emblématiques des *Frères Musulmans*, et à l'interdiction de ce groupe. Un autre échec retentissant fut celui du panarabisme consacré par l'écroulement de la République Arabe Unie avec la Syrie qui ne dura que de 1958 jusqu'à 1961.¹⁴⁴ De plus, les réformes sociales et économiques ne portèrent fruit que partiellement : la

¹⁴¹ À cet effet, il serait utile de consulter O. Carré et G. Michaud, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, pp. 53-59; W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 298 et T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, p. 409.

¹⁴² W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 299.

¹⁴³ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 300.

réforme agraire ne fut pas complète, le chômage continua de s'aggraver et le pourcentage d'analphabètes parmi la population, même s'il diminua, demeura assez haut.¹⁴⁵ Ceci confirma l'échec du nationalisme et du socialisme arabe deux idéologies mises de l'avant par Nasser. Finalement, la défaite militaire subie face à Israël en 1967 allait achever le mythe de Nasser et confirmer la faillite des idéologies importées de l'Est et de l'Ouest (le socialisme avec Nasser, et le « pluralisme » dans la période qui le précéda).

Pour résumer cette période, nous pouvons dire que malgré une plus grande participation des masses, ce régime ne fut pas très pluraliste puisque toute forme d'opposition était mâtée. De plus, les partis politiques étaient interdits, le régime était de forme présidentielle autoritaire et Nasser était plébiscité au lieu d'être élu. Au meilleur des cas, nous pouvons dire que la participation dans la vie politique fut élargie et à la portée de plus de gens. Cependant, le régime s'assura que la volonté populaire était contrôlée par le haut. Ainsi, ce régime guidait la volonté populaire au lieu de lui répondre.¹⁴⁶

L'absence d'élections, de multipartisme et de responsabilité du gouvernement devant une assemblée élue nous mène à dire que ce régime ne fut pas démocratique. L'envergure de l'échec fut proportionnelle à la dimension des espoirs. En ce sens, en promettant la résolution de tous les problèmes de la société égyptienne, les attentes étaient encore plus grandes et la désillusion aussi. Ce qu'il faut comprendre dans ce cas c'est que "*Nasserism was a feeling, a sense of excitement, a hope for a new Arab future...The oppressive past had been cast aside through decisive action, and Egypt*

¹⁴⁴ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, pp. 304-306.

¹⁴⁵ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, pp. 307-312.

had gained a measure of independence and pride that at the time seemed enviable and worthy of emulation".¹⁴⁷ Cette situation allait permettre aux islamistes de mieux se positionner dans la société égyptienne et de se constituer comme l'unique alternative.¹⁴⁸ Ainsi, leurs discours et leurs actes furent violents. Le livre de Sayyid Qutb, *Ma'alim fi at-tariq* (jalons sur la route), écrit en prison, donne lieu à une radicalisation de la pensée du fondateur des *Frères Musulmans*, Hassan al-Banna.¹⁴⁹ La pensée de Qutb s'articule autour de trois axes principaux. En premier lieu, elle revendique une justice sociale inspirée de l'Islam. Ceci ne l'éloigne pas trop de la pensée de al-Banna. Ensuite, elle prône l'établissement d'un État islamique à tous les points de vues. Finalement, elle perçoit le monde comme étant divisé en deux parties : *Dar al-harb* vs *Dar al-Islam* (lieu de la guerre vs lieu de l'Islam). Tout ce qui est dans *Dar al-harb* appartient à la *Jahiliyyah* (ignorance) et est impie. Il faut donc le combattre avec le *Jihad*. Cependant, même si la pensée de Qutb donne lieu à une compréhension radicale, Qutb lui-même avait bien précisé qu'il ne fallait pas imposer la croyance islamique par force mais bel et bien par une lutte continue et de longue haleine. En ce sens, il ne fallait pas prendre son *Jihad* au sens littéral. Ceux qui l'ont suivi ont contribué à radicaliser sa pensée et à l'interpréter littéralement.¹⁵⁰

¹⁴⁶ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, pp. 299-300 et p. 310.

¹⁴⁷ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 313.

¹⁴⁸ À cet effet, il serait utile de consulter l'article de A. H. Dessouki, "The Resurgence of Islamic Organisations in Egypt: An Interpretation", dans *Islam and Power*, p. 113 ainsi que l'ouvrage de T. Y. Ismael et Ismael J. S., *Government and Politics in Islam*, pp. 72 et 105.

¹⁴⁹ Pour mieux saisir la pensée de Sayyid Qutb, il serait utile de consulter l'article de F. Ajami, "In the Pharaoh's Shadow: Religion and Authority in Egypt", pp. 23-24 et les ouvrages suivants : T. Ramadan, *Aux sources du renouveau musulman*, pp. 416-446; O. Carré et G. Michaud, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, pp. 83-88; T. Y. Ismael et Ismael J. S., *Government and Politics in Islam*, pp. 110-112; J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, pp. 126-129; et celui de W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 432.

¹⁵⁰ T. Y. Ismael et Ismael J. S., *Government and Politics in Islam*, pp. 112 et O. Carré et G. Michaud, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, pp. 99-102.

Nous allons maintenant passer à la revue des deux périodes qui nous concerne, soient les présidences de Sadate et de Moubarak. Nous procéderons par une narration historique et analytique et nous vérifierons, au fur et à mesure, si nous pouvons qualifier ces deux périodes de démocratiques tout en étudiant la réaction islamiste à la variation du régime.

II.3 – La présidence de Sadate

Porté au pouvoir, en 1970, après la mort de Nasser, Sadate était un des *Officiers libres*. Il n'était pas très respecté et projetait une image d'un homme faible acquiescant à tout et l'on s'attendait à ce qu'il soit remplacé par quelqu'un de plus fort. Il commença son ère avec la volonté d'une plus grande ouverture. En effet, l'échec du régime à parti unique occasionnait un débat tant dans les sphères du pouvoir que dans les rangs populaires.¹⁵¹ Cependant, pour sécuriser sa position et se différencier de l'ère nassérienne il lui fallut se débarrasser de ses rivaux potentiels qui ne croyaient pas en lui, et c'est avec une purge dans son propre gouvernement qu'il entama sa présidence.¹⁵² Dans le même sens, Sadate remit l'Islam à l'ordre du jour pour acquérir un plus grand support populaire et pour contrer les nasséristes et les communistes.¹⁵³ De plus, il subordonna la restructuration du système politique égyptien à la « bataille de la destinée ». En d'autres termes, il fallait libérer le Sinaï de l'occupation israélienne avant de mettre en œuvre une réforme quelconque.¹⁵⁴ Ce faisant, le Président égyptien allait utiliser la guerre comme instrument diplomatique dans sa politique extérieure et comme excuse pour retarder la démocratisation dans sa politique intérieure. En attendant ce processus, les manifestations des étudiants se multiplièrent dans les années 1972 et 1973, reflétant ainsi l'état d'exaspération générale qui régnait au pays.¹⁵⁵

¹⁵¹ B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 47.

¹⁵² J. L. Esposito et J. O. Voll, *Islam and Democracy*, p. 174 et W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 364.

¹⁵³ J. L. Esposito et J. O. Voll, *Islam and Democracy*, p. 174 et T. Y. Ismael et Ismael J. S., *Government and Politics in Islam*, p. 106.

¹⁵⁴ B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 47.

¹⁵⁵ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, pp. 364-365.

Le 6 octobre 1973, les forces égyptiennes, en collaboration avec les forces syriennes au Golan, lancèrent une attaque-éclair à travers le Canal de Suez. Le succès fut étonnant puisque l'armée égyptienne perça la ligne de défense israélienne Bar Lev et déborda les forces israéliennes. Cette attaque fut d'autant plus étonnante que les experts russes avaient prédit des pertes de l'ordre de 50 % et une durée de quatre jours pour traverser le canal. Pourtant, en 24 heures seulement, les Égyptiens avaient réussi à placer 80,000 soldats de l'autre côté du canal et avaient perdu 200 hommes seulement.¹⁵⁶ Même si les Israéliens reprirent l'offensive le 16 octobre, et traversèrent du côté ouest du canal, cette réalisation égyptienne resta gravée dans les mémoires comme une victoire incontestable. En effet, ce fut la première fois en un quart de siècle qu'une armée arabe réussissait à faire essuyer des revers militaires aux Israéliens, ne serait-ce que partiellement.¹⁵⁷

Cette « victoire » permit à Sadate de redresser sa cote de popularité. Profitant du *momentum*, le Président introduisit un plan de réformes économiques tout en promettant des bénéfices à l'échelle de la nation.¹⁵⁸ Ce n'est donc qu'en 1974 que l'ouverture économique (*Infitah*) et la privatisation (*khaskhasa*) commencèrent. Arguant la faiblesse et l'inefficacité du secteur public, Sadate transforma le système socialiste hérité de la période de Nasser en essayant de libéraliser l'économie par des incitatifs à l'investissement local et étranger.¹⁵⁹ De plus, Sadate se démarqua de Nasser par son désengagement et son refus de poursuivre des politiques étrangères coûteuses à l'Égypte. En ce sens, Sadate plaçait la restructuration interne comme

¹⁵⁶ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 365.

¹⁵⁷ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 365.

¹⁵⁸ O. Carré et G. Michaud, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, pp. 65-66 et W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 367.

¹⁵⁹ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 367.

priorité.¹⁶⁰ Mais, malgré le climat favorable à l'investissement, les résultats ne furent pas probants. La lourdeur bureaucratique et la tendance des investisseurs à placer leurs capitaux dans des segments économiques non productifs, comme le tourisme, au lieu de l'industrie constituaient deux facteurs importants dans cet échec. De plus, la dette externe de l'Égypte, le gros budget de défense tout comme une inflation de l'ordre de 20 % allaient avoir raison des tentatives de libéralisation économique. La situation allait en se dégradant et la déception était grande.¹⁶¹

Apaisées pour un moment par la « victoire » de 1973, les protestations populaires reprirent de plus belle suite à la réduction ou à l'annulation de certaines subventions sur les matières premières pour se qualifier pour les prêts du Fonds Monétaire International.¹⁶² Cette pression populaire mena à une plus grande ouverture politique et des élections eurent lieu en 1976 à partir de forums populaires formés par Sadate lui-même pour représenter la Droite, le Centre et la Gauche. Ces élections étaient un pas vers une plus grande ouverture démocratique comparativement aux élections de 1971 qui ne concernaient que le parti unique du pouvoir. Ce fut donc le premier pas, au niveau politique, qui témoignait du changement du régime et de son approche plus démocratique. Cependant, comme nous l'avons vu dans notre cadre théorique et à travers nos indicateurs, les élections ne sont pas une condition suffisante pour parler de « démocratie ». Il nous faudra deux autres éléments, le multipartisme et la responsabilité envers les élus, tout comme le respect de l'esprit de ces trois facteurs pour satisfaire à notre définition de la « démocratie ».

¹⁶⁰ T. Y. Ismael et Ismael J. S., *Government and Politics in Islam*, p. 106.

¹⁶¹ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 368.

Comme ces élections furent les premières qui ne concernaient pas un parti unique depuis 1971 – en fait depuis 1952 et les *Officiers libres* – nous ne pouvons parler de leur fréquence. De plus, ces élections ne peuvent pas être complètement « libres » et « justes » puisqu'elles ne concernent que des forums émanant des représentants au parti au pouvoir. Cependant, puisqu'il s'agit là d'un premier pas en avant, il faudrait prendre en considération le caractère transitoire de ces élections et ne pas être trop sévère dans notre jugement. En ce sens, même si ces élections étaient le résultat de la pression populaire, elles constituent un effort louable de démocratisation.

En ce qui concerne le multipartisme, et à la décharge du régime, c'est la majorité des représentants même du peuple, à l'intérieur de l'Union Socialiste Arabe (USA) certes – organe du parti au pouvoir – qui ont opté pour des élections à partir des forums de l'USA.¹⁶³ Leur raison en cela est le fait qu'il fallait commencer la démocratisation de l'intérieur de l'USA avant de passer au multipartisme proprement dit. En ce sens, cette formule se concentra sur ce que le multipartisme offre de mieux : l'expression des différents points de vue politiques et une opposition politique effective.¹⁶⁴ Une fois les élections complétées, Sadate transforma les forums en partis politiques et décréta l'assemblée émanant des élections, « assemblée du peuple ». Mais, encore une fois, notre jugement est rendu difficile par le fait que

¹⁶² W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 368.

¹⁶³ A. Baaklini, G. Denoeux et R. Springborg, *Legislative Politics in the Arab World*, p. 227 et B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 48.

¹⁶⁴ B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 48.

ce multipartisme fut imposé par le pouvoir et que cette « démocratie » n'émanait pas d'une base sociale.¹⁶⁵

Un autre fait qui atteste de l'amélioration du processus démocratique est la présence dans cette assemblée de plusieurs élus indépendants (48 élus sur 342) qui venaient ajouter à la pluralité et à la diversité de la représentation. Par la suite, une loi rétablissant le multipartisme fut adoptée en 1977. De plus, il y eut une véritable activité politique au sein de cette assemblée et un vrai questionnement quant aux politiques et pratiques gouvernementales. Ainsi, il y eut une discussion de 267 projets de loi dans cette assemblée. Ceci nous mène à dire que la responsabilité du gouvernement envers les élus a été respectée jusqu'à un certain degré. Cependant, la « liberté » n'étant pas présente à la base du processus dès le début, notre jugement est nécessairement faussé. En ce sens, la responsabilité du gouvernement envers les élus, même si elle existe dans ce cas-ci, est on ne peut plus relative, les élus étant eux-mêmes désignés à l'avance.

En 1979, d'autres élections furent organisées. Nous pouvons donc commencer à parler de fréquence puisque ce furent les deuxièmes élections tenues en l'espace de trois ans après celles de 1976. Quant au caractère « juste » et « libre » de ces élections, il ne peut être pris pour acquis, aucun changement majeur ayant eu lieu dans le processus. En ce sens, la démocratisation continuait à être dirigée du haut vers le bas. Ces élections mirent en jeu quatre partis politiques : le Parti National Démocratique (PND), les Libéraux, le Parti Travailliste (PT) et le Parti National Progressiste Unioniste (PNPU). Nous pouvons donc dire que le multipartisme fut de

¹⁶⁵ A. Baaklini, G. Denoeux et R. Springborg, *Legislative Politics in the Arab World*, p. 227 et B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and*

la partie dès le début cette fois-ci. Cependant, ce multipartisme ne différait pas de celui des élections précédentes puisque Sadate ajouta un quatrième parti (le PT) aux trois autres qu'il avait déjà établis. De plus, dans un souci d'égalité entre les sexes, on y consacra 30 sièges pour les femmes.¹⁶⁶

Ceci étant dit, le processus démocratique mis de l'avant par Sadate demeurait fragile ne serait-ce qu'à travers les agissements de Sadate lui-même.¹⁶⁷ En effet, les règles du jeu n'étaient pas claires tout comme le comportement des différents protagonistes. Établissant un parti d'opposition pour compléter la construction du système démocratique en Égypte, Sadate se sentit trahi quand ce parti d'opposition pris son rôle au sérieux. En ne supportant pas d'être critiqué, et en n'acceptant pas le dialogue politique et la négociation, Sadate n'a pas permis au pluralisme politique de s'enraciner dans la société égyptienne.¹⁶⁸ Ainsi, pour limiter l'opposition, Sadate établit des principes et des lois qui pouvaient aller jusqu'à l'interdiction de la création de nouveaux partis et la limitation de ceux déjà existants. Ce faisant, il pouvait mener des vagues d'arrestations contre tous ceux opposés à ses politiques.¹⁶⁹ Ces dernières remarques nous indiquent clairement que les libertés fondamentales ainsi que les libertés politiques, deux conditions essentielles au bon fonctionnement de la « démocratie » n'étaient pas du tout assurées.

Democratization in the Arab World, volume 2, p. 49.

¹⁶⁶ B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 50.

¹⁶⁷ B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 50.

¹⁶⁸ F. Ajami, "In the Pharaoh's Shadow: Religion and Authority in Egypt", p. 32; J. L. Esposito et J. O. Voll, *Islam and Democracy*, p. 176; B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 50 et W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 370.

¹⁶⁹ O. Carré et G. Michaud, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, p. 115.

En 1977, pressé par les difficultés économiques, Sadate crut que la paix allait amener la prospérité. C'est là qu'il fit sa visite surprise à la Knesset qui allait aboutir par la signature des accords de Camp David en 1978.¹⁷⁰ Cet acte allait avoir des conséquences graves pour l'Égypte et pour Sadate lui-même. La situation économique ne s'améliora pas, l'Égypte fut isolée du reste du monde arabe, l'aide des pays pétroliers fut coupée et la dépendance face aux États-Unis allait s'accroître.¹⁷¹ Tous ces facteurs, conjugués à l'impossibilité de démontrer son opposition au régime allaient donner des forces aux Islamistes traditionnels et favoriser la formation de groupes islamistes radicaux. L'explication réside, encore une fois, dans l'échec des idéologies importées de l'extérieur et dans le malaise social qui régnait en Égypte.

Dans une atmosphère semblable, il était normal que les Égyptiens se tournent vers des valeurs qui leur étaient familières et qui leur avaient assuré par le passé une harmonie sociale. C'est ainsi que les *Frères Musulmans* étaient de nouveau propulsés sur l'avant de la scène politique – Sadate leur ayant permis de reprendre leurs activités à condition de ne pas se transformer en parti politique – tout comme deux autres groupes intégristes composés des anciens de *Frères Musulmans* : *al-Takfir wa al-Hijra* et *al-Jihad*.¹⁷² Ces deux groupes condamnaient le régime de Sadate en le qualifiant d'impie tout en exigeant son remplacement par gouvernement engagé à restaurer la *Sharia*.¹⁷³ De plus, ils rejetaient complètement le style de vie occidental de Sadate et condamnaient sans appel son accord avec Israël, réalisé sous la tutelle des États-Unis. C'est ainsi que le premier groupe assassina un ancien ministre du

¹⁷⁰ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 369.

¹⁷¹ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 371.

¹⁷² L. J. Cantori, "Religion and Politics in Egypt", p. 81.

¹⁷³ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, pp. 371-372.

gouvernement égyptien. Le deuxième groupe assassina le Président Sadate lui-même, en 1981, après que ce dernier eut mené une vague de 1000 arrestations contre les opposants de son régime.¹⁷⁴ Quant au courant majoritaire des *Frères musulmans*, il travailla de l'intérieur du système, malgré la répression de Sadate.¹⁷⁵

Le fait de tenir des élections et le multipartisme confère à ce régime une tendance démocratique. Cependant, le fait de limiter le multipartisme, de restreindre la capacité d'action de certains partis, de brimer les libertés fondamentales et politiques et d'empêcher de nouveaux partis potentiels de se former remet en question le caractère démocratique du régime de Sadate.¹⁷⁶ Si l'on ajoute à cela la non responsabilité montrée par le Président égyptien envers l'opposition et envers l'assemblée élue, non pouvons dire que ce régime avait des carences évidentes en matière de « démocratie ». Les discours haineux envers Israël, les États-Unis et envers Sadate lui-même, et les actes violents des intégristes démontrent que les timides efforts de démocratisation n'ont pas suffi à empêcher une radicalisation des islamistes. Le contexte régional (Camp David) vient sûrement jouer un rôle clé dans cette radicalisation. Quant au discours des intégristes – au sens strict du terme – il prend sa source encore une fois dans une interprétation littérale des écrits de Sayyid Qutb.¹⁷⁷

¹⁷⁴ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 372.

¹⁷⁵ J. L. Esposito et J. O. Voll, *Islam and Democracy*, p. 175.

¹⁷⁶ J. L. Esposito et J. O. Voll, *Islam and Democracy*, p. 178.

¹⁷⁷ J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, p. 131.

II.4 – La présidence de Moubarak

En prenant en compte nos indicateurs de la « démocratie », à savoir, les élections, le multipartisme et la responsabilité du gouvernement envers les élus, il semblerait, à première vue, que le régime du Président Moubarak fut, et de loin, le plus démocratique depuis 1952 et l'accession au pouvoir des *Officiers libres*. En effet, dans une comparaison datant de 1995, B. Korany nous apprend que les conseils des ministres sous Moubarak jouissaient d'une plus grande stabilité que ceux sous Sadate. De plus, Moubarak a été Président et Premier ministre en même temps pour trois mois seulement et ce, au début de son règne. Comparativement, Sadate a occupé les deux postes trois fois pour une durée de 35 mois, et Nasser les a occupés à sept reprises pour un total de 136 mois.¹⁷⁸ Mais avant de sauter rapidement aux conclusions, nous allons essayer de tracer un portrait du règne de ce Président.

Dès son accession au pouvoir, Moubarak signifia son intention d'entreprendre un système plus démocratique.¹⁷⁹ Ainsi, les élections de 1984 furent les plus ouvertes depuis 1952. Dans un geste hautement symbolique, le Président Moubarak autorisa le parti *Wafd* de réintégrer les élections après 32 ans de bannissement.¹⁸⁰ Plus encore, les *Frères Musulmans*, le groupe islamiste non reconnu comme parti officiel, a participé, à travers des alliances, à plusieurs élections. Cependant, avec le temps, le régime de Moubarak allait se rétracter et consolider sa mainmise sur le pouvoir.¹⁸¹ En effet, après 1984, le gouvernement égyptien adopta des moyens de contrôle accrus et plus sévères envers les opposants politiques pour limiter leur capacité d'action. De

¹⁷⁸ B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 51.

¹⁷⁹ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 382.

¹⁸⁰ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 382.

plus, l'État utilisa toute la gamme des pouvoirs à sa disposition, du patronage à l'intimidation allant même jusqu'à la fraude, pour assurer l'élection de ses candidats.¹⁸² Pour garder le pouvoir, le gouvernement aura aussi recours au remodelage des circonscriptions électorales. Ceci a été très mal reçu par le peuple puisque ces manœuvres n'étaient pas causées par des circonstances imposées de l'extérieur – guerre avec Israël ou lutte pour l'indépendance. Il s'ensuivit donc une aliénation croissante du public envers ses dirigeants.¹⁸³ J. Brownlee va même jusqu'à affirmer que la seule forme de liberté qui connut l'expansion sous Moubarak est la liberté de la présidence des contraintes informelles qui limitaient auparavant son autorité. Pour cet auteur, il ne faudra pas compter sur Moubarak pour ouvrir la porte à l'alternance, principe très important pour le fonctionnement de la « démocratie » et auquel le multipartisme devrait mener.¹⁸⁴

Cependant, il existe des points positifs dans la conduite des affaires politiques en Égypte, à tout le moins durant les élections de 1984 et celles de 1987 que nous traiterons un peu plus tard. Un premier point est celui de l'ouverture au multipartisme. La permission accordée au parti *Wafd* et aux *Frères Musulmans* de participer aux élections – ces derniers à travers des alliances – démontre une volonté réelle de démocratisation. C'est ainsi que le *Wafd* réussit à élire 50 représentants, constituant ainsi l'opposition officielle, et que les *Frères Musulmans* élirent 8 représentants. Le total des représentants des deux groupes constitua le meilleur résultat de l'opposition égyptienne dans toutes les élections que le pays avait connu

¹⁸¹ J. Brownlee, "The Decline of Pluralism in Mubarak's Egypt", p. 6; J. L. Esposito et J. O. Voll, *Islam and Democracy*, p. 184 et W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 382.

¹⁸² W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 382.

¹⁸³ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 382.

¹⁸⁴ J. Brownlee, "The Decline of Pluralism in Mubarak's Egypt", p. 6.

jusqu'alors.¹⁸⁵ Le deuxième point positif de ce processus est l'implication des autorités judiciaires comme protecteur de la « démocratie » basée sur la règle de droit malgré les obstacles posés par les autorités. Ces obstacles allaient s'avérer un empêchement au prolongement du processus démocratique durant tout le règne de Moubarak.¹⁸⁶

Les élections de 1987 allaient constituer une percée inégalée jusqu'à aujourd'hui pour les partis d'opposition. Ainsi, le nombre total des élus de l'opposition s'éleva à 100 représentants (comparativement à 26 en 1995, par exemple). De plus, les alliances des *Frères Musulmans* avec le Parti Travailleiste et les Libéraux portèrent leurs fruits puisque le groupe islamiste réussit à élire 30 représentants. Ce qui est intéressant dans ce cas est que ce groupe, a participé activement au jeu pluraliste des élections. Les *Frères Musulmans*, tout en gardant leur identité distincte durant la campagne, ont essayé de promouvoir « la cause de l'Islam » à travers l'alliance.¹⁸⁷ En ce sens, il n'y avait pas de compromis sur les valeurs de la part des *Frères Musulmans* ni une instrumentalisation de l'alliance pour l'atteinte du pouvoir. En somme, cette expérience, même si elle constituait une sorte d'essai, vient suggérer la compatibilité de l'islamisme avec le processus démocratique

¹⁸⁵ B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 52.

¹⁸⁶ B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 51.

¹⁸⁷ J. Schwedler, "A Paradox of Democracy? Islamist Participation in Elections", p. 28 et B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 53.

pluraliste.¹⁸⁸ Enfin, l'alliance a réussi à mettre le gouvernement sur la défensive dans les débats à l'assemblée en plus hausser la visibilité de l'opposition en général.¹⁸⁹

Après ces élections, le processus démocratique encaissa de graves revers et les agissements du gouvernement que nous avons mentionnés un peu plus haut atteignirent des proportions graves. Ainsi, la majorité des partis boycottèrent les élections de 1990, par exemple, alors que le parti de Moubarak « écrasa » les élections en 1995, 2000 et 2002 avec des résultats de 94 %, 88 %, et 98 % respectivement.¹⁹⁰

Un contrôle accru sur les activités des partis de l'opposition, l'usage de toute la gamme de pouvoir en sa possession – patronage, intimidation et fraude – pour assurer l'élection de ses candidats, remodelage des circonscriptions de vote et utilisation de la violence pour garder le pouvoir : nous ne pouvons donc pas qualifier le régime de Moubarak de démocratique.¹⁹¹ Malgré la fréquence des élections et malgré l'existence du multipartisme, nous ne pouvons que constater que l'esprit démocratique n'est pas présent. Ainsi, il manque aux élections la base essentielle à tout processus qui veut se qualifier de démocratique, à savoir, la liberté. Et même quand le régime s'accommode de cette liberté, il empêche sa réalisation par des entraves à la justice. En ce sens, le régime a un parti pris dans les élections les rendant par le fait même des élections partiales. De plus, le nombre des partis, même s'il est florissant, ne constitue pas nécessairement un signe d'une démocratie saine.

¹⁸⁸ Une discussion de ce sujet suivra un peu plus bas.

¹⁸⁹ B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 53.

¹⁹⁰ J. Brownlee, "The Decline of Pluralism in Mubarak's Egypt", pp. 8-10 et A. Baaklini, G. Denoeux et R. Springborg, *Legislative Politics in the Arab World*, p. 231.

Le multipartisme doit offrir une véritable alternative au citoyen, une multitude de choix et de possibilités. Ce facteur doit donc receler en son sein, des choix offerts de manière égale et la possibilité d'une alternance ou d'un changement réelle. Finalement, même si le gouvernement est la proie à des critiques, sporadiques ou soutenues, de la part de ses opposants, la responsabilité de l'exécutif envers les élus n'est pas réalisée si les deux premiers facteurs manquent à l'appel. En s'assurant la majorité par des voies non démocratiques, le gouvernement peut se permettre de se faire critiquer sans courir le moindre risque. En ce sens, la compétition politique est freinée avant d'atteindre le sommet de la pyramide.¹⁹²

Cette situation politique est aggravée par la situation économique de plus en plus problématique. Favorisant le statu quo, Moubarak a retardé jusqu'à aujourd'hui des réformes économiques pressantes pour redresser la situation. De plus, cherchant la légitimité à travers la promotion de l'Islam, Moubarak a contribué à rendre la société entière ancrée dans la religion.¹⁹³ Tout cela, conjugué à l'état de désespoir de la jeunesse quant à son avenir, mène à une radicalisation et une violence croissante dans la société égyptienne.¹⁹⁴ Cette violence ne peut être contenue à l'intérieur, et elle a déjà débordé vers des pays amis du régime égyptien. Le meilleur exemple de cette violence est l'explosion, en mars 1993, au World Trade Center à New York.¹⁹⁵

Mais comment peut-on qualifier la réponse islamiste au processus de démocratisation du régime Moubarak. Quatre réponses viennent nous éclairer sur la

¹⁹¹ A. Abdalla, "Egypt's Islamists and the State: From Complicity to Confrontation", pp. 29-30 et B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 54.

¹⁹² B. Korany, "Restricted Democratization from Above: Egypt", dans *Political Liberalization and Democratization in the Arab World*, volume 2, p. 62.

¹⁹³ W. Cleveland, *A History of the Modern Middle East*, p. 383.

¹⁹⁴ A. Abdalla, "Egypt's Islamists and the State: From Complicity to Confrontation", p. 29.

situation.¹⁹⁶ Suite à l'accession de Sadate au pouvoir et jusqu'à aujourd'hui, les *Frères Musulmans* ont reconstruit leur organisation de manière patiente.¹⁹⁷

La première réponse que les islamistes ont offerte au régime est une réponse apolitique. Elle provient d'une minorité au sein des *Frères Musulmans* qui a voulu servir la cause islamiste à travers l'enseignement et les institutions économiques respectant les lois islamiques. Ce groupe, bien qu'il soit minoritaire, est très actif et n'a pas recours à des moyens violents ou illégaux pour promouvoir sa cause. Ses membres essayent d'être le plus islamiques possible à l'intérieur du cadre non islamique de l'État égyptien.¹⁹⁸

La deuxième réponse des islamistes est la continuation des activités des *Frères Musulmans*. Tout en étant fidèle à la poursuite de son objectif d'établir un gouvernement islamique, ce groupe s'est engagé à atteindre cet objectif de façon non violente. C'est ainsi que depuis les ouvertures politiques de Sadate et jusqu'aux élections multipartites de Moubarak, les *Frères Musulmans* suivent les règles du jeu de manière exemplaire. S'ajoute à cela l'acceptation du pluralisme politique ainsi que de la démocratie parlementaire. Cette acceptation a amené un changement radical dans les opinions et les déclarations de ce groupe. Ainsi, les autres partis ne sont plus considérés comme les partis de Satan mais comme des alliés dans l'assemblée. Il y eut donc une alliance avec le parti laïc *Wafd* en 1984, et avec le Parti Socialiste et le Parti Libéral en 1987. De plus, les *Frères Musulmans* ont fait

¹⁹⁵ S. E. Ibrahim, "Reform and frustration in Egypt", p. 131.

¹⁹⁶ Cette description est inspirée de quatre articles de S. E. Ibrahim : "Anatomy of Egypt's Militant Islamic Groups: Methodological Note and Preliminary Findings", "Islamic Militancy As a Social Movement: The Case of Two Groups in Egypt", "Egypt's Islamic Militants", et "Egypt's Islamic Activism in the 1980s".

¹⁹⁷ J. L. Esposito, *The Islamic Threat*, p. 131.

¹⁹⁸ S. E. Ibrahim, "Egypt's Islamic activism in the 1980s", p. 641.

des efforts pour rassurer les Coptes (Chrétiens d'Égypte) quant à leurs intentions et en appelant à l'égalité entre tous les citoyens égyptiens tout en travaillant de façon modérée à l'intérieur de l'assemblée.

Les troisième et quatrième réponses proviennent de groupes islamistes radicaux et minoritaires dont les leaders étaient des anciens membres des *Frères Musulmans* qui n'ont pas accepté la tournure pacifique de leur groupe. La première variante est anti-régime comme le groupe *al-Jihad* qui considère qu'il faut combattre les leaders pour les forcer à se soumettre à l'Islam. C'est ce groupe qui a assassiné Sadate. La deuxième variante est anti-société comme le groupe *al-Takfir wa al-Hijra* qui croit qu'il faut réformer la société à la base en prêchant par l'exemple et en imitant la communauté du Prophète. Ce groupe a des objectifs à long terme mais il n'hésitera pas à employer la force s'il en est obligé. Tel fut le cas lorsque le régime arrêta plusieurs de leurs compagnons et qu'ils ont assassiné un ancien ministre.

Le régime de Moubarak a commencé par une ouverture démocratique avant de se rétracter avec le temps. La violence et la tricherie contre l'opposition enlèvent beaucoup de crédibilité à des élections tenues régulièrement. Tout comme un multipartisme rendu inefficace par des circonscriptions taillées sur mesures pour les candidats du pouvoir. Et même si la contestation est rendue possible à l'assemblée, l'inefficacité de cette procédure témoigne de l'irresponsabilité du gouvernement envers les élus.

La réponse islamiste est variée mais elle est majoritairement positive face aux ouvertures du régime et critique face à ces fermetures. Les discours sont critiques des politiques et des positions du gouvernement mais ils sont conciliants envers le

processus lui-même et la pluralité dans la société.¹⁹⁹ Les actes aussi sont des actes non violents comparés à ceux menés par le gouvernement contre toutes les oppositions qu'elles soient pacifiques ou violentes. En projetant une image négative de l'opposition islamiste et en favorisant l'amalgamation entre islamistes et intégristes le gouvernement trouve un prétexte pour s'accrocher au pouvoir et pour éviter toute réforme possible. Ce faisant, le régime projette une fausse idée de la « démocratie » tout comme les « démocraties » qui l'appuient aux dépens de la justice sociale, des droits et libertés et des idéaux démocratiques. Ainsi, la réalisation d'une justice sociale et la participation politique dans un authentique processus démocratique pourraient constituer le début d'une solution.²⁰⁰

¹⁹⁹ M. Hafez, *Why Muslims Rebel*, p. 49.

²⁰⁰ Tel est l'avis de M. Hafez, *Why Muslims Rebel*, p. 21 et de S. E. Ibrahim, "Reform and Frustration in Egypt", p. 127.

Chapitre III

Conclusion

III.1 – Récapitulation de la recherche

Tout au long de cette recherche, nous avons essayé de répondre à la question suivante : « L'établissement de la démocratie au Moyen-Orient amènera-t-il une solution à l'intégrisme islamique et renforcera-t-il, par conséquent, la sécurité internationale? ».

Notre point de départ est fondé sur deux constatations. La première constatation se résume au fait que la majorité des pays du Moyen-Orient ne sont pas démocratiques. Cette absence de démocratie, dont les causes peuvent être aussi diverses que la culture, la religion, l'économie et l'influence extérieure, entraîne un manque évident au niveau des libertés en général, et de la liberté politique en particulier. Plusieurs groupes et membres des sociétés de ces États se trouvent donc privés de la possibilité de s'exprimer librement et de faire valoir leurs droits en utilisant les voies politiques. Naturellement, ce sont les groupes contestataires, opposés aux régimes en place, qui en souffrent le plus. Cette situation politique, conjuguée aux défis économiques, sociaux et sécuritaires, fait du Moyen-Orient un terrain fertile pour l'intégrisme islamique.

À l'origine de cet intégrisme islamique, se trouvent, la plupart du temps, des mouvements réformateurs ou conservateurs de l'Islam qui cherchent à régler les problèmes de la société en lui appliquant la pensée religieuse islamique. En voulant protéger, à tout prix, leurs acquis et leur pouvoir, les gouvernements en place isolent

et persécutent ces mouvements. Vu l'impossibilité de communiquer par les voies politiques normales, celles-ci étant généralement non disponibles, ces derniers ont recours à la force pour se faire entendre. Plus la répression des gouvernements est forte et plus la radicalisation et la violence des mouvements islamistes sont intenses.

Notre deuxième constatation s'appuie sur le fait qu'en plus des gouvernements en place qui lui sont alliés, l'intégrisme islamique cible l'Occident et ses symboles et menace par le fait même la sécurité internationale. Ce phénomène est expliqué selon deux visions. La première voit le monde en terme de choc entre les civilisations, spécialement entre l'Occident et l'Islam. Cette vision nous présente l'Islam comme étant une idéologie monolithique intrinsèquement agressive. La deuxième, plus nuancée, admet la présence de certains éléments radicaux au sein des mouvements islamistes, sans faire l'amalgame entre ces intégristes et Islam. Il s'agissait donc, pour nous, de comprendre les raisons qui poussent les islamistes à se radicaliser et, ensuite, à viser l'Occident à travers leurs actes violents.

À travers cette compréhension, nous voulions suggérer que le manque de démocratie – le manque de moyens pacifiques d'expression et de résolution de conflit – était la source de la violence intégriste contre l'Occident et non la religion musulmane elle-même.

Dans cette recherche nous avons suggéré plusieurs raisons qui poussent les islamistes à se radicaliser et à viser l'Occident à travers leurs actes violents : le support des États-Unis à Israël, l'appui aux régimes dictatoriaux en place, le rejet de l'impérialisme américain extension du colonialisme occidental, le sentiment d'humiliation, la modernisation ratée et l'échec des idées (nationalisme, pluralisme, capitalisme, socialisme, sécularité).

Face à tous ces échecs et ratés, l'idéologie islamiste se présente comme la seule alternative viable pour régler les problèmes des sociétés arabes traditionnelles. Cette idéologie, conjuguée au contexte de répression dans lequel baigne la majorité des États moyen-orientaux mène à une radicalisation de la pensée qui désigne comme coupables, non seulement les gouvernements autoritaires régionaux, mais aussi ceux occidentaux qui les soutiennent. La simplification étant la règle lorsqu'il s'agit de radicalisation, l'Occident devient l'équivalent des gouvernements autoritaires qu'il appuie, et donc l'Occident devient le grand ennemi.

Pour vérifier si la « démocratie » était une solution à « l'intégrisme islamique », il fallait vérifier la compatibilité de l'Islam politique avec la « démocratie » à travers un cas concret. Théoriquement, deux visions s'affrontaient. La première croyait à cette compatibilité si les problèmes l'empêchant sont réglés. La deuxième n'y croyait pas du tout quelles que soit les conditions.

Il nous fallait donc trouver un État qui avait une expérience démocratique et une expérience de « l'intégrisme islamique ». De par son rôle central au Moyen-Orient, et parce qu'il a une expérience démocratique intégriste, l'État égyptien nous semblait le cas idéal pour réaliser notre recherche.

Pour saisir l'existence de la « démocratie », il nous fallait vérifier l'existence de trois indicateurs et le respect de l'esprit démocratique : les élections, le multipartisme et la responsabilité du gouvernement envers les élus. Pour saisir l'existence de « l'intégrisme islamique », il nous fallait vérifier l'existence de deux indicateurs : le discours violent et les actes violents. Notre démarche consistait donc à vérifier si la variation du régime politique entraînait un changement dans la stratégie des groupes « intégristes islamiques ».

À travers l'étude du cas égyptien, nous avons constaté que sur une période s'étalant sur 34 ans, le gouvernement égyptien n'a jamais instauré une « démocratie » complète et totale. Il s'agissait, ça et là, de quelques ouvertures démocratiques qui respectaient, par moments, l'esprit démocratique. La réponse des islamistes ne fut pas, elle non plus, très uniforme. Certains groupes ont gardé leurs discours menaçant et leurs actes violents. D'autres, par contre, ont adopté un comportement démocratique irréprochable et ont formés, lorsque le pouvoir le permettait, une opposition loyale et responsable. Nous n'avons donc pas un consensus clair concernant la réponse à notre question de recherche. Nous avons cependant des tendances et des pistes de réponse que nous proposons dans le point qui suit.

III.2 – Pistes ou recommandations pour des politiques ultérieures

De tout ce qui précède, que faudra-t-il retenir?

Tout d'abord, nous avons constaté que l'islamisme – et a fortiori l'Islam – n'est pas une idéologie intrinsèquement violente. Certaines expressions et interprétations de cet islamisme, dépendamment du contexte et des circonstances, peuvent revêtir un caractère violent. Cependant, du moins selon ce que nous montre le cas égyptien, la majorité écrasante des islamistes peut être pacifique et engagée à suivre le processus politique même quand le régime, lui, ne joue pas selon les règles du jeu. En ce sens, nous ne pouvons pas accepter les explications simplistes amalgamant islamisme et Islam avec intégrisme et extrémisme.

Ensuite, l'expérience des *Frères Musulmans* nous a montré que l'islamisme peut être parfaitement compatible avec la « démocratie ». Même si les appellations diffèrent de temps à autre, certains éléments constitutifs de la « démocratie » trouvent un écho favorable dans les interprétations islamistes. Le cas égyptien nous a montré qu'une bonne partie des islamistes a accepté de troquer la violence contre le processus politique. Ceci a eu lieu chaque fois que le régime en place a opté pour des ouvertures démocratiques tout en permettant aux islamistes de participer à la vie politique sur la scène publique.

Finalement, malgré son potentiel de résolution pacifique des conflits, force est d'admettre que la « démocratie » n'est pas nécessairement une solution finale et totale au terrorisme des intégristes. L'imposition de codes et de modèles de l'Occident peut mener à un rejet systématique des solutions avancées. Tout comme l'infidélité à l'esprit de ces modèles et leurs applications partielles. Le cas de l'Iraq démontre, jusqu'à date, la justesse de ces arguments. De là l'importance de développer une

sensibilité au contexte et de s'attaquer sérieusement aux problèmes stagnants depuis des décennies. Ces problèmes ont miné la crédibilité de ceux qui vantent les mérites de la « démocratie », qu'ils soient des acteurs internes ou externes.

Bibliographie

- Abdalla, Ahmed (1993): "Egypt's Islamists and the State: From Complicity to Confrontation", *Middle East Report*, No. 183, (July – August), pp. 28-31.
- AbuKhalil, As'ad (1992/93): "A Viable Partnership: Islam, Democracy and the Arab World", *Harvard International Review*, Vol. 15, No. 2, Winter 1992/93.
- Ahmad, Mumtaz and Zartman, I. William (1996): "Political Islam: Can It Become A Loyal Opposition?", *Middle East Policy*, Vol. 4, No. 2, pp. 68-84.
- Ajami, Fouad (1983): "In the Pharaoh's Shadow: Religion and Authority in Egypt", in Piscatori, James P., ed., *Islam in the Political Process*, New York, Cambridge University Press.
- Anderson, Lisa (1995): "Democracy in the Arab World: A Critique of the Political Culture Approach", in Brynen, Rex, Korany, Bahgat, and Noble, Paul, eds., *Political Liberalization and Democratization in the Arab World. Theoretical Perspectives*, Vol. 1, Boulder, Lynne Rienner.
- Baaklini, Abdo, Denoeux, Guilain, and Springborg, Robert (1999): *Legislative politics in the Arab World. The Resurgence of Democratic Institutions*, Boulder & London, Lynne Rienner Publishers.
- Berman, Paul (2003): "The Philosopher of Islamic Terror", *The New York Times Magazine*, March 23, 2003, pp. 24-29+56.
- Berman, Sheri (2003): "Islamism, Revolution, and Civil Society", *Perspectives on Politics*, Vol.1, No. 2, June 2003, pp. 249-256.
- Binder, Leonard (1988): *Islamic Liberalism: A Critique of Development Ideologies*, Chicago, University of Chicago Press.
- Blattberg, Charles (2000): *From Pluralist to Patriotic Politics: Putting Practice First*, Oxford, Oxford University Press.
- Botman, Selma (1991): *Egypt: from Independence to Revolution, 1919-1952*, Syracuse, Syracuse University Press.
- Brownlee, Jason (2002): "The Decline of Pluralism in Mubarak's Egypt", *Journal of Democracy*, Vol. 13, No. 2, October, pp. 6-14.

- Brynen, Rex, Korany, Bahgat, and Noble, Paul, eds. (1993): *The Many Faces of National Security in the Arab World*, New York, St. Martin's Press.
- Brynen, Rex, Korany, Bahgat, and Noble, Paul (1995): "Introduction: Theoretical Perspectives on Arab Liberalization and Democratization", in Brynen, Rex, Korany, Bahgat, and Noble, Paul, eds., *Political Liberalization and Democratization in the Arab World. Theoretical Perspectives*, Vol. 1, Boulder, Lynne Rienner Publishers.
- Burgat, François (1988) : *L'islamisme au Maghreb. La voix du Sud*, Paris, Karthala.
- Cantori, Louis J. (1981): "Religion and Politics in Egypt", in Michael Curtis, ed., *Religion and Politics in the Middle East*, Boulder, Westview Press.
- Carré, Olivier et Michaud, Gérard (1983) : *Les Frères musulmans (1928-1982)*, Paris, Éditions Gallimard/Julliard.
- Cleveland, William (2000): *A History of the Modern Middle East*, Boulder, Westview Press.
- Dahl, Robert A. (1971): *Polyarchy: Participation and Opposition*, New Haven & London, Yale University Press.
- Dahl, Robert A. (1989): *Democracy and Its Critics*, New Haven and London, Yale University Press.
- Dessouki, Ali Hillal (1981): "The Resurgence of Islamic Organisations in Egypt: An Interpretation", in Cudsi, Alexander S. & Dessouki, Ali Hillal. eds., *Islam and Power*, Baltimore & London, John Hopkins University Press.
- Diamond, Larry, Linz, Juan J., and Lipset, Seymour M., eds., (1988): *Democracy in Developing Countries, Volume Two: Africa*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.
- Economist, The (2003): *In the Name of God. A Survey of Islam and the West*, September 13th 2003.
- Esposito, John L. (1984): *Islam and Politics*, Syracuse, Syracuse University Press.
- Esposito, John L. (1992): *The Islamic Threat: Myth or Reality?*, Oxford, Oxford University Press.
- Esposito, John L. and Piscatori, James (1991): "Democratization and Islam", *Middle East Journal*, Vol. 45, No. 3, Summer 1991, pp. 427-440.

- Esposito, John L. and Voll, John O. (1996): *Islam and Democracy: Religion, Identity and Conflict Resolution in the Muslim World*, New York and Oxford, Oxford University Press.
- Esposito, John L., Fuller, Graham, Kramer, Martin and Pipes, Daniel (1999): "Is Islamism a Threat? A Debate", *The Middle East Quarterly*, Vol. 6, No. 4, pp. 29-41.
- Flores, Alexander (1993): "Secularism, Integralism and Political Islam: The Egyptian Debate", *Middle East Report*, No. 183, July-August, pp. 32-38.
- Gerges, Fawaz A.: "Islamic Seeds of Democracy", UPI.
- Hadar, Leon T. (1993): "What Green Peril?", *Foreign Affairs*, Vol. 72, No. 2, Spring, pp. 27-42.
- Hafez, Mohammed M. (2003): *Why Muslims Rebel. Repression and Resistance in the Islamic World*, Boulder & London, Lynne Rienner Publishers.
- Harik, Judith, Palmer (1996): "Between Islam and the System: Sources and Implications of Popular Support for Lebanon's Hizballah", *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 40, Iss. 1, March, pp. 41-67.
- Held, David (1991): "The Possibilities of Democracy", *Theory and Society*, Vol. 20, No. 6, December, pp. 875-889.
- Held, David (1996): *Models of Democracy*, Stanford, Stanford University Press.
- Heymann, Philip B. (2001): "Dealing with Terrorism: An Overview", *International Security*, Vol. 26, No. 3, Winter 2001, pp. 24-38.
- Hudson, Michael C. (1991): "After the Gulf War: Prospects for Democratization in the Arab World", *Middle East Journal*, Vol. 45, No. 3, pp. 407-426.
- Hudson, Michael C. (1995): "The Political Culture approach to Arab Democratization: The Case for Bringing It Back In, Carefully", in Brynen, Rex, Korany, Bahgat, and Noble, Paul, eds., *Political Liberalization and Democratization in the Arab World. Theoretical Perspectives*, Vol. 1, Boulder, Lynne Rienner.
- Huntington, Samuel P. (1984): "Will More Countries Become Democratic?", *Political Science Quarterly*, Vol. 99, No. 2, pp. 193-218.

- Huntington, Samuel P. (1993): "The Clash of Civilizations?", *Foreign Affairs*, Vol. 72, Summer 1993, pp. 22-49.
- Huntington, Samuel P. (1997) : *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob.
- Ibrahim, Saad Eddin (1980): "Anatomy of Egypt's Militant Islamic Groups: Methodological Note and Preliminary Findings", *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 12, Iss. 4, December, pp. 423-453.
- Ibrahim, Saad Eddin (1982): "Islamic Militancy as a Social Movement: The Case of Two Groups in Egypt", in Ali Hillal Dessouki, ed., *Islamic Resurgence in the Arab World*, New York, Praeger Publishers.
- Ibrahim, Saad Eddin (1982): "Egypt's Islamic Militants", *MERIP Reports*, Vol. 0, Iss. 103, February, pp. 5-14.
- Ibrahim, Saad Eddin (1988): "Egypt's Islamic Activism in the 1980s", *Third World Quarterly*, vol. 10, No. 2, pp. 632-657.
- Ibrahim, Saad Eddin (1995): "Liberalization and Democratization in the Arab World: An Overview", in Brynen, Rex, Korany, Bahgat, and Noble, Paul, eds., *Political Liberalization and Democratization in the Arab World. Theoretical Perspectives*, Vol. 1, Boulder, Lynne Rienner.
- Ibrahim, Saad Eddin (1996): "Reform and frustration in Egypt", *Journal of Democracy*, Vol. 7, No. 4, pp. 125-135.
- Ismael, Tareq Y. & Ismael Jacqueline S. (1985): *Government and Politics in Islam*, New York, St-Martin's Press.
- Ismail, Salwa (1994): "Radical Islamism in Egypt: Discursive Struggle", Montréal, Montreal Studies on the contemporary Arab world.
- Karabell, Zachary (1995): "The Wrong Threat: The United States and Islamic Fundamentalism", *World Policy Journal*, Summer, pp. 37-48.
- Kedourie, Elie (1994): *Democracy and Arab Political Culture*, second edition with corrections, London, Frank Cass.
- Kepel, Gilles (2000) : *Jihad : expansion et déclin de l'islamisme*, Paris, Gallimard.
- Kfoury, Assaf (1992) : « Hezbollah : la nébuleuse », *Arabies*, Décembre 1992, pp. 12-21.

- Khalifeh, Paul (2001) : « Le Hezbollah entre pragmatisme et idéologie », *Les Cahiers de l'Orient*, Vol. 64, 2001, pp. 27-32.
- Kodmani-Darwish, Bassma et Chartouni-Dubarry, May, dir., (1997) : *Les États arabes faces à la contestation islamiste*, IFRI, Paris, Armand Colin/Masson.
- Korany, Bahgat (1998): "Restricted Democratization from Above: Egypt", in Korany, Bahgat, Brynen, Rex, and Noble, Paul, eds., *Political Liberalization and Democratization in the Arab World. Comparative Experiences*, Vol. 2, Boulder, Lynne Rienner.
- Korany, Bahgat and Noble, Paul (1998): "Introduction: Arab Liberalization and Democratization – The Dialectics of the General and the Specific", in Korany, Bahgat, Brynen, Rex, and Noble, Paul, eds., *Political Liberalization and Democratization in the Arab World. Comparative Experiences*, Vol. 2, Boulder, Lynne Rienner.
- Krämer, Gudrun (1993): "Islamist Notions of Democracy", *Middle East Report*, Vol. 183, July-August 1993, pp. 2-8.
- Krämer, Gudrun (1995): "Islam and Pluralism", in Brynen, Rex, Korany, Bahgat, and Noble, Paul, eds., *Political Liberalization and Democratization in the Arab World. Theoretical Perspectives*, Vol. 1, Boulder, Lynne Rienner.
- Kramer, Martin (2001): *Ivory Towers on Sand: The Failure of Middle Eastern Studies in America*, Washington, D. C., The Washington Institute for Near East Policy.
- Lange, Peter & Meadwell Hudson (1990): "Typologies of Democratic Systems: From Political Inputs to Political Economy", in Howard Wiarda, ed., *New Directions in Comparative Politics*, Boulder, Westview Press.
- Levy, Jack S. (1989): "The Diversionary Theory of War: A Critique", in Manus I. Midlarsky, ed., *Handbook of War Studies*, Ann Arbor, University of Michigan Press.
- Lewis, Bernard (1990): "The Roots of Muslim Rage", *Atlantic Monthly*, September 1990, (<http://www.theatlantic.com/issues/90sep/rage.htm>).
- Lewis, Bernard (1993): "Islam and Liberal Democracy", *Atlantic Monthly*, February 1993, (<http://www.theatlantic.com/issues/93feb/lewis.htm>).

- Lewis, Bernard, (2002): "What Went Wrong?", *Atlantic Monthly*, January 2002, (<http://www.theatlantic.com/issues/2002/01/lewis.htm>).
- Lewis, Bernard (2003): "I'm Right, You're Wrong, Go To Hell", *Atlantic Monthly*, May 2003, (<http://www.theatlantic.com/issues/2003/05/lewis.htm>).
- Lijphart, Arend (1977): *Plural Societies and Democratic Regimes: A Comparative Exploration*, New Haven & London, Yale University Press.
- Mayer, Ann Elizabeth (1993): *Islam and Human Rights: Tradition and Politics*, Boulder, Westview Press.
- Miller, Judith (1993): "The Challenge of Radical Islam", *Foreign Affairs*, Vol. 72, No. 2, Spring, pp. 43-56.
- Nagel, Jack H. (1991): "A Democrat First and Foremost, Rather than a liberal in the Strict Sense", *The Journal of Politics*, Vol. 53, No. 1, (February), pp. 215-218.
- Norton, Augustus Richard (2000): "Hizballah and the Israeli Withdrawal from Southern Lebanon", *Journal of Palestine Studies*, Vol. 30, No. 1, Autumn, pp. 22-35.
- O'Donnell, Guillermo, Schmitter, Philippe (1986): *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- O'Donnell, Guillermo, Schmitter, Philippe, and Whitehead, Lawrence (1986): *Transitions from Authoritarian Rule: Prospects for Democracy*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- Perlmutter, Amos (1992): "Islam and Democracy Simply Aren't Compatible", *International Herald Tribune*, 21 January 1992.
- Pipes, Daniel (1983): *In the Path of God: Islam and Political Power*, New York, Basic Books, pp. 144-147.
- Pipes, Daniel (1986): "Fundamentalist Muslims", *Foreign Affairs*, Summer 1986, pp. 939-959.
- Pipes, Daniel (1990): "The Muslims Are Coming! The Muslims Are Coming!", *National Review*, November 19, 1990, pp. 28-31.

- Pipes, Daniel (1992): "Dealing with Middle Eastern Conspiracy Theories", *Orbis*, Vol. 36, No. 1.
- Posen, Barry R. (2001): "The Struggle against Terrorism: Grand Strategy, Strategy, and Tactics", *International Security*, Vol. 26, No. 3, Winter 2001, pp. 39-55.
- Pryce-Jones, David (1989): *The Closed Circle: An Interpretation of the Arabs*, New York, Harper & Row.
- Przeworski, Adam (1991): *Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, New York, Cambridge University Press.
- Przeworski, Adam (1986): "Problems in the Study of Transition to Democracy", in O'Donnell, Guillermo, Schmitter, Philippe, and Whitehead, Lawrence, eds., *Transitions from Authoritarian Rule: Comparative Perspectives*, Baltimore, John Hopkins University Press.
- Ramadan, Tariq (1998) : *Aux sources du renouveau musulman. D'al-Afghani à Hassan al-Banna, un siècle de réformisme islamique*, Paris, Bayard Éditions/Centurion.
- Rueschemeyer, Dietrich, Stephens, Evelyne Huber and Stephens, John D. (1992): *Capitalist Development and Democracy*, Chicago, University of Chicago Press.
- Russett, Bruce (1993): *Grasping the Democratic Peace. Principles for a Post-Cold War World*, Princeton, Princeton University Press.
- Sadowsky, Yahya (1993): "The New Orientalism and the Democracy Debate", *Middle East Report*, No. 183, (July – August), pp. 14-21+40.
- Salamé, Ghassan (1991) : « Sur la causalité d'un manque : pourquoi le monde arabe n'est-il donc pas démocratique? », *Revue française de science politique*, Vol. 41, pp. 307-340.
- Schmitter, Philippe C. & Karl, Terry Lynn (1991): "What Democracy Is...And Is Not", *Journal of Democracy*, Vol. 2, No. 3, Summer, pp. 75-88.
- Schumpeter, Joseph (1943): *Capitalism, Socialism and Democracy*, London, George Allen and Unwin.

- Schwedler, Jillian (1998): "A Paradox of Democracy? Islamist Participation in Elections", *Middle East Report*, No. 209, Winter, pp. 25-29+41.
- Schwedler, Jillian (2002): "Don't Blink. Jordan's Democratic Opening and Closing", *Middle East Report Online*, July 3, 2002, (<http://www.merip.org/mero/mero070302.html>).
- Walt, Stephen M. (2001): "Beyond Bin Laden: Reshaping U.S. Foreign Policy", *International Security*, Vol. 26, No. 3, Winter 2001, pp. 56-78.
- Waterbury, John (1994): "Democracy without Democrats? The Potential for Political Liberalization in the Arab World", in Ghassan Salamé, ed., *Democracy without Democrats: The Renewal of Politics in the Muslim World*, London, I. B. Tauris.
- Wiktorowicz, Quintan & Kaltner, John (2003): "Killing in the Name of Islam: Al-Qaeda's Justification for September 11", *Middle East Policy*, Vol. X, No. 2, Summer, pp. 76-92.
- Zakaria, Fareed (2001): "The Politics of Rage: Why Do They Hate Us?", *Newsweek*, October 15, 2001, (http://www.fareedzakaria.com/articles/newsweek/101501_why.html).